

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D. Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	
Europe.....	38.000 F	19.000 F		
Frais d'expédition.....	13.000 F			

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### LOIS

**12 juin 2018-Loi n°2018-029** portant ratification de l'Ordonnance n°2017-038/P-RM du 27 septembre 2017 autorisant la ratification de l'Accord-Cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale (ASI), signé à Marrakech, le 15 novembre 2016.....**p.902**

**Loi n°2018-030** portant ratification de l'Ordonnance n°2016-005/P-RM du 24 février 2016 autorisant la ratification de la Convention de crédit n° CML 1342 02 U, signée à Paris, le 21 octobre 2015, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Agence Française de Développement (AFD) pour le financement partiel du projet d'appui au développement économique des territoires ruraux dans les Régions de Ségou et Tombouctou au Mali.....**p.902**

**12 juin 2018-Loi n°2018-031** portant organisation et fonctionnement des Tribunaux Administratifs.....**p.902**

**Loi n°2018-032** portant ratification de l'Ordonnance n°2017-031/P-RM du 07 septembre 2017 autorisant la ratification de l'Accord de prêt, de l'accord d'Istisna'a, de l'Accord de services Ijara et de l'Accord de vente à tempérament, signés à Djeddah (Arabie Saoudite) le 18 mai 2017, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Islamique de Développement (BID) pour le financement du projet de développement durable des exploitations pastorales du sahel Malien.....**p.909**

**Loi n°2018-033** relative aux pratiques commerciales frauduleuses.....**p.909**

**Annonces et communications.....p.912**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

## LOIS

**LOI N°2018-029 DU 12 JUIIN 2018 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 2017-038/P-RM DU 27 SEPTEMBRE 2017 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD-CADRE PORTANT CREATION DE L'ALLIANCE SOLAIRE INTERNATIONALE (ASI), SIGNE A MARRAKECH, LE 15 NOVEMBRE 2016**

**L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 10 mai 2018**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**Article unique :** Est ratifiée l'Ordonnance n° 2017-038/P-RM du 27 septembre 2017 autorisant la ratification de l'Accord-cadre portant création de l'Alliance solaire internationale (ASI), signé à Marrakech, le 15 novembre 2016.

**Bamako, le 12 juin 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**LOI N°2018-030 DU 12 JUIIN 2018 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 2016-005/P-RM DU 24 FEVRIER 2016 AUTORISANT LA RATIFICATION DE LA CONVENTION DE CREDIT N° CML 1342 02 U, SIGNEE A PARIS, LE 21 OCTOBRE 2015, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD) POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES TERRITOIRES RURAUX DANS LES REGIONS DE SEGOU ET TOMBOUCTOU AU MALI**

**L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 10 mai 2018**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**Article unique :** Est ratifiée l'Ordonnance n° 2016-005/P-RM du 24 février 2016 autorisant la ratification de la Convention de crédit n° CML 1342 02 U, signée à Paris, le 21 octobre 2015, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Agence française de Développement (AFD) pour le financement partiel du Projet d'Appui au Développement économique des Territoires ruraux dans les Régions de Ségou et Tombouctou au Mali.

**Bamako, le 12 juin 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**LOI N°2018-031 DU 12 JUIIN 2018 PORTANT ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS**

**L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 10 mai 2018**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

### **CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1er :** La présente loi fixe l'organisation et les règles générales de fonctionnement des Tribunaux administratifs en République du Mali.

**Article 2 :** Les jugements des Tribunaux administratifs sont rendus au Nom du Peuple Malien.

Dans la prise de décision, les juges administratifs ne sont soumis qu'à l'autorité de la loi.

Les recours portés devant le Tribunal administratif n'ont pas d'effet suspensif s'il n'en est ordonné autrement.

**Article 3 :** Les audiences des Tribunaux administratifs sont publiques sauf recours au huis clos sur décision du Président de la juridiction en vue de la protection de l'ordre public ou les mœurs ; mention en est faite dans les jugements à entreprendre.

### **CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPETENCE**

#### **SECTION I : ORGANISATION**

**Article 4 :** Le Tribunal administratif comprend :

- un Président ;
- un Vice-président ;
- des Juges Rapporteurs ;
- un Premier rapporteur public ;
- des Rapporteurs publics ;
- un Greffier en Chef, responsable du Greffe ;
- des Greffiers en Chef ;
- des Greffiers ;
- des Secrétaires des Greffes et Parquets.

**Article 5 :** Le Président est le chef de la juridiction.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, il est remplacé, dans la plénitude de ses attributions, par le vice-président, à défaut, par le Juge le plus gradé suivant l'ordre

de préséance établi conformément aux dispositions du statut de la magistrature.

Le Greffier en chef, responsable du greffe, coordonne l'activité du greffe et gère les consignations.

**Article 6 :** Sous réserve des dispositions en matière de référés, les jugements du Tribunal administratif sont rendus par un président et deux juges administratifs.

Les audiences du Tribunal administratif sont tenues avec l'assistance d'un greffier et en présence d'un rapporteur public qui conclut sur toutes les affaires.

En cas de nécessité et sur demande du président du Tribunal administratif, le président de la Cour administrative d'appel peut, par ordonnance, désigner un juge ou un rapporteur public en vue de compléter une formation de jugement du Tribunal administratif.

## **SECTION II : DE LA COMPETENCE**

**Article 7 :** Sous réserve des compétences attribuées aux autres juridictions administratives, les Tribunaux administratifs sont, en premier ressort, juges de droit commun du contentieux administratif.

Le Tribunal Administratif connaît, ainsi, notamment :

- des recours en annulation, pour excès de pouvoir, dirigés contre les décisions des autorités administratives régionales, locales et communales ;
- des recours en interprétation et en appréciation de légalité de ces décisions ;
- des déférés en annulation ou en réformation, présentés par le ministre chargé de l'administration du territoire ou le représentant de l'Etat, dans le cercle, la région ou le district, contre les actes des collectivités territoriales sous leur tutelle ;
- des demandes en décharge ou en réduction présentées en matière fiscale, par les contribuables, dans les conditions fixées par le règlement financier ;
- du contentieux relatif aux résultats de l'élection des organes délibérants et des organes exécutifs des collectivités territoriales ainsi que celle des organismes publics à caractère professionnel ;
- des litiges relatifs aux avantages pécuniaires ou statutaires des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- des litiges relatifs à la sécurité sociale, à l'aide sociale ou à la protection sociale des fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités territoriales relevant de la caisse malienne de sécurité sociale et bénéficiant de leurs prestations à partir des centres régionaux de sécurité sociale ;
- des litiges relevés à l'occasion de l'exercice d'une action récursoire contre les agents de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- des litiges en responsabilité dirigés contre l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics autres que les établissements publics industriels et commerciaux, en raison des dommages nés de leurs activités et travaux ;

- des litiges d'ordre administratif relevés à l'occasion d'un acte passé au nom du Gouvernement ou de ceux nés de l'exécution d'un service public dépendant du Gouvernement ou des collectivités publiques;
- des litiges nés de l'exécution des contrats, marchés publics et délégations de services publics de l'Etat et des collectivités territoriales dans les conditions fixées par le code des marchés publics ;
- des litiges relatifs aux contraventions de grande voirie ;
- d'une manière générale, tout litige qui entre dans le contentieux administratif.

## **CHAPITRE III : DES PROCEDURES**

### **SECTION I : DE LA PROCEDURE ORDINAIRE**

**Article 8 :** La saisine du Tribunal administratif se fait par voie d'une requête timbrée et rédigée dans la langue officielle.

La requête introductive d'instance doit sous peine d'irrecevabilité :

1. porter la signature de la partie ou de son représentant dûment désigné ;
2. contenir l'exposé sommaire des faits, moyens et conclusions et être accompagnée, le cas échéant, de la copie de la décision attaquée ;
3. mentionner en outre, la date, l'indication de la dénomination, les nom, prénoms, profession, domicile du demandeur ; les nom, prénoms, domicile du défendeur et/ou l'intervenant forcé et contenir l'énumération des pièces qui y sont jointes en forme de bordereau de pièces.

Les mémoires en défense et observations doivent être signés dans les mêmes conditions.

**Article 9 :** La requête introductive d'instance et les pièces concernant les affaires sur lesquelles le Tribunal administratif est appelé à statuer doivent être déposées au greffe du tribunal.

A leur arrivée, cette requête, les pièces et les mémoires sont marqués d'un timbre qui indique la date d'arrivée.

La requête est enregistrée au greffe et doit être immédiatement transmise au Président du tribunal par le greffier en chef.

**Article 10 :** Les parties peuvent agir par elles-mêmes ou se faire représenter par le mandataire de leur choix dûment désigné.

Les conditions de constitution, de désaveu, de substitution et de succession d'avocats sont fixées par les dispositions des textes organisant l'exercice de la profession d'avocat.

**Article 11** : A peine d'irrecevabilité, le demandeur ou son représentant est tenu de verser dans un délai d'un mois, une consignation dont le montant est fixé par décret pris en Conseil des Ministres. Le paiement de la consignation donne lieu à la délivrance d'un certificat d'habilitation de dépôt dudit montant à la Caisse de Dépôt et de Consignation. Cette somme est destinée à couvrir les frais éventuels de timbre et d'enregistrement du jugement entrepris.

**Article 12** : Sont dispensés de la consignation :

- l'Etat et toutes les administrations publiques;
- les personnes bénéficiaires de l'assistance judiciaire.

Les requérants en matières d'élections des ordres professionnels, des Conseillers des Collectivités territoriales et des Conseillers et Chefs de villages, de fraction et de quartier sont dispensés du paiement de la consignation.

**Article 13** : Les requêtes présentées, soit par les particuliers, soit par les personnes publiques, doivent être accompagnées de copies originales ou certifiées conformes à l'original autant qu'il y a de parties en cause, plus une.

**Article 14** : Sauf en matière de travaux publics, le Tribunal administratif ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux (02) mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le silence gardé pendant plus de deux (02) mois sur une réclamation par l'autorité administrative compétente vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux (02) mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois susmentionnée.

Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux (02) mois, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Toutefois, les intéressés ne sont forclos qu'après un délai de deux (02) mois à compter du jour de la notification d'une décision expresse de rejet :

- en matière de plein contentieux ;
- dans le contentieux de l'excès de pouvoir si la mesure sollicitée ne peut être prise que par décision ou sur avis d'un organisme collégial.

La date du dépôt de la réclamation à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête.

Les dispositions du présent article ne dérogent pas aux textes qui ont institué des délais spéciaux d'une autre durée.

Toutefois, les personnes autres que celles visées par les décisions administratives individuelles ne peuvent requérir leur annulation que dans les deux mois qui suivent leur prise de connaissance effective de l'existence desdites décisions au cours d'une procédure judiciaire ; l'intervention d'une décision définitive de justice marque le début du délai de recours.

**Article 15** : Immédiatement après l'enregistrement de la requête introductive d'instance, le Président du tribunal désigne un juge rapporteur auquel le dossier est transmis en vue de la mise en état.

Sous réserve des dispositions de l'article 21 ci-dessous, les pouvoirs du Président, en matière de mise en état, sont délégués au juge rapporteur qu'il aura désigné.

**Article 16** : Le Juge rapporteur prescrit la notification par la voie administrative ou postale ou par ministère d'huissier de la requête introductive d'instance à toutes les parties intéressées et fixe le délai dans lequel les mémoires en défense, accompagnés de toutes pièces utiles, devront être déposés au greffe.

Le récépissé ou le procès-verbal de notification est transmis immédiatement au greffe du tribunal.

Les mémoires en défense sont déposés au greffe. La communication en est ordonnée par le juge rapporteur.

**Article 17** : Dans la quinzaine de la notification des mémoires en défense, le demandeur peut déposer une réplique dans la quinzaine suivante, à moins que le juge rapporteur n'ait, en raison des circonstances de l'affaire, fixé des délais différents.

**Article 18** : Le juge rapporteur adresse une mise en demeure à la partie qui n'a pas observé le délai imparti. En cas de force majeure, un nouveau et dernier délai peut être accordé.

Si la mise en demeure reste sans effet ou si le dernier délai imparti n'est pas observé, l'affaire est enrôlée à la première audience utile.

**Article 19** : Lorsqu'il apparaît au vu de la requête introductive d'instance que la solution de l'affaire est d'ores et déjà certaine, le juge rapporteur peut décider qu'il n'y a pas lieu à instruction et transmettre le dossier au président en vue de sa transmission au rapporteur public.

**Article 20** : L'instruction est secrète et contradictoire.

Les moyens d'ordre public soulevés d'office par le juge rapporteur doivent être préalablement notifiés à la partie concernée en vue de sa réaction. Lorsqu'ils sont soulevés à l'audience par le rapporteur public, la partie concernée est mise à même d'y faire ses ultimes observations orales.

**Article 21 :** En cas de nécessité et sur initiative du juge rapporteur, le Président du tribunal administratif peut ordonner toutes mesures complémentaires d'instruction.

Ces mesures complémentaires d'instruction peuvent être ordonnées par la formation de jugement et ce, par jugement avant-dire-droit.

Pour tout ce qui concerne les différends de vérification, les règles de procédure applicables sont celles prescrites par le Code de procédure civile, commerciale et sociale.

**Article 22 :** Lorsque les derniers délais fixés par le juge rapporteur aux parties sont épuisés, celui-ci prend une ordonnance de clôture de l'instruction avant la rédaction de son rapport. Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté, si c'est le défendeur, il est réputé avoir acquiescé aux faits exposés dans le recours.

La communication de l'ordonnance de clôture de l'instruction est faite aux parties.

En cas de nécessité, la réouverture de l'instruction pourra être décidée par la formation de jugement.

Sous réserve des procédures d'urgence et des cas où le tribunal doit vider sa saisine dans un délai déterminé, le rapporteur public doit disposer d'un délai d'au moins quinze jours pour faire ses conclusions écrites sur l'affaire.

## **SECTION II : DES PROCEDURES D'URGENCE**

### **PARAGRAPHE I: DES REFERES CONSTAT, REFERES MESURES UTILES, REFERE LIBERTE, REFERE PROVISION**

**Article 23 :** les référés administratifs comprennent : le référé constat, le référé mesures utiles, le référé liberté et le référé provision.

**Article 24 :** Sous réserve de la sauvegarde de l'ordre public, le Président du Tribunal administratif ou le juge qu'il aura désigné peut, sur simple requête, désigner un expert pour constater sans délai des faits qui seraient susceptibles de donner lieu à un litige devant les juridictions administratives. Avis en est donné directement aux défendeurs éventuels.

Aussi, sous réserve de la sauvegarde de l'ordre public, le Président du Tribunal administratif ou le juge qu'il aura désigné peut ordonner toutes mesures utiles sans porter atteinte au principal ni faire obstacle à l'exécution d'une décision administrative.

**Article 25 :** Toute personne intéressée peut saisir le juge des référés qui peut ordonner, dans un délai de 72 heures, toutes mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale à laquelle une personne publique ou privée gestionnaire d'un service public aurait porté une atteinte grave et manifestement illégale.

**Article 26 :** En cas d'urgence et sur une simple requête, recevable même en l'absence de décision administrative préalable, le juge des référés peut ordonner le versement d'une provision et toutes mesures conservatoires utiles, sans porter préjudice au principal ni faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative.

### **PARAGRAPHE II : DU REFERE SUSPENSION**

**Article 27 :** Conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est soulevé un moyen propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de la décision attaquée, le juge des référés peut ordonner la suspension de l'exécution de la décision administrative faisant l'objet de recours en annulation ou en réformation pendant devant le Tribunal administratif.

Toutefois, en aucun cas, le tribunal ne peut prescrire la suspension de l'exécution d'une décision intéressant l'ordre public.

**Article 28 :** Spécialement, sur la demande de l'autorité compétente chargée du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales, le juge des référés peut, lorsqu'il est soulevé un moyen propre à créer un doute sérieux sur la légalité de l'acte attaqué, ordonner la suspension de l'exécution de la décision d'une collectivité territoriale faisant l'objet d'un déferé en annulation ou en réformation pendant devant le Tribunal administratif.

**Article 29 :** Les conclusions aux fins de suspension doivent être expresses et présentées par requête séparée dans les mêmes formes que la requête introductive d'instance.

**Article 30 :** L'instruction de la demande de suspension est poursuivie d'extrême urgence, en particulier les délais accordés aux parties intéressées pour fournir, le cas échéant, leurs observations sont fixés au minimum et doivent être rigoureusement respectés : faute de quoi, il est passé outre sans mise en demeure.

Lorsqu'il apparaît au Tribunal administratif, au vu de la requête introductive d'instance et des conclusions de suspension que le rejet de ces conclusions est d'ores et déjà certain, le rapporteur peut faire application des dispositions de l'article 19 ci-dessus.

Dans tous les cas, il est statué sur la requête aux fins de suspension par une décision motivée.

**Article 31 :** Le juge des référés doit vider sa saisine au plus tard cinq (5) jours ouvrables après l'enregistrement de la requête. Lorsqu'il est fait recours à une formation collégiale, prévu à l'article 32 ci-dessous, la décision des juges des référés doit intervenir au plus tard un (01) mois après l'enregistrement de la requête.

L'Ordonnance de référé prescrivant la suspension d'une décision administrative est, dans les vingt-quatre (24) heures, notifiée aux parties en cause ainsi qu'à l'auteur de la décision suspendue. Les effets de ladite décision sont

suspendus à partir du jour où son auteur reçoit cette notification.

Après le prononcé d'une décision de suspension, le jugement sur le fond de l'affaire doit intervenir dans les meilleurs délais.

**Article 32 :** Sauf cas de difficultés sérieuses, les ordonnances de référé sont rendues par le Président du tribunal administratif, ou le juge qu'il aura désigné, avec l'assistance d'un greffier et hors la présence du rapporteur public.

En cas de difficultés sérieuses, il est fait recours à une formation collégiale présidée par le Président du tribunal qui statue en présence du rapporteur public.

**Article 33 :** Les ordonnances rendues en matière de référé peuvent être attaquées par voie d'appel devant la Cour Administrative d'appel dans la quinzaine de leur notification.

Saisi par toute personne intéressée, le juge des référés du Tribunal administratif peut, à tout moment, au vu d'un élément nouveau, modifier les mesures qu'il avait ordonnées en application des articles 25 et 26 ci-dessus ou y mettre fin.

## **CHAPITRE IV : DES INCIDENTS DE PROCEDURE**

### **SECTION I : DES INTERVENTIONS**

**Article 34 :** L'intervention est admise de la part de ceux qui ont intérêt au règlement du litige pendant devant le Tribunal administratif.

**Article 35 :** L'intervention volontaire est formée par requête distincte dans les mêmes conditions que la requête introductive d'instance.

Le juge rapporteur qui reçoit la requête en intervention prescrit s'il y a lieu, la communication de cette requête en intervention aux parties et impartit un délai à celles-ci pour y répondre.

Toutefois, le jugement de l'affaire principale qui est instruite ne pourra être retardé par une intervention.

**Article 36 :** Les mises en cause ou les appels en garantie sont introduits ou notifiés dans les mêmes formes que les demandes principales, conformément aux dispositions de l'article 8 ci-dessus.

**Article 37 :** L'appel en déclaration de jugement commun est formé soit par le demandeur principal ou le défendeur principal par voie de conclusion contenue dans la requête ou dans un mémoire, soit à l'initiative du juge rapporteur par la notification de la requête, en vue de faire intervenir toute personne disposant d'un droit légitime de former tierce opposition contre le jugement de l'affaire.

Les personnes régulièrement appelées en déclaration de jugement commun, même n'ayant pas participé à la procédure, sont déchues du droit de former tierce opposition.

**Article 38 :** Lorsqu'une partie formule une demande d'inscription de faux, le juge rapporteur impartit à la partie qui a produit la pièce contestée un délai pour déclarer si elle entend s'en servir.

Lorsque celle-ci déclare s'en servir, le tribunal apprécie la nécessité d'un renvoi préjudiciel. Au cas contraire ou en cas de silence, la pièce contestée sera écartée.

**Article 39 :** Dans les cas où la solution d'une affaire pendante devant le tribunal dépend de la réponse à une question préjudicielle, le Tribunal administratif sursoit à statuer et renvoie la question préjudicielle devant le juge compétent sur saisine des parties qui doivent justifier de leur diligence dans le délai d'un mois ; faute de quoi il sera passé outre.

### **SECTION II : DES INTERRUPTIONS ET DES REPRISES D'INSTANCE**

**Article 40 :** La notification du décès ou de la dissolution d'une personne morale au procès entraîne la suspension de l'instance lorsque l'affaire n'est pas en état d'être jugée.

Les héritiers de la personne physique et les repreneurs ou les venants aux droits de la personne morale dissoute peuvent demander la reprise de l'instance par voie de mémoire déposé au greffe du Tribunal administratif. Ceux-ci peuvent être mis en demeure de reprendre l'instance par le Président du tribunal sur la demande écrite de toute autre partie au procès justifiant la possibilité de cette reprise.

**Article 41 :** L'instance reprend son cours en l'état où elle se trouvait au moment où elle a été interrompue.

**Article 42 :** L'interruption d'instance ne dessaisit pas le juge.

Si au moment du décès ou de la dissolution l'affaire était en état, la décision qui sera rendue est contradictoire.

**Article 43 :** Sous réserve des procédures d'urgence et des cas où le tribunal doit vider sa saisine dans un délai déterminé, lorsqu'une partie se trouve dans une impossibilité momentanée et justifiée de poursuivre l'instance ou lorsqu'elle envisage d'entreprendre un règlement amiable de l'affaire, elle peut adresser au Président du tribunal une demande de sursis à statuer.

La continuation de l'instance peut être demandée par toute autre partie au Président du tribunal qui l'apprécie et décide de la suite à donner.

**Article 44 :** Lorsque l'exception d'illégalité d'une décision relevant de la compétence de la Section Administrative de la Cour suprême est soulevée devant le Tribunal administratif, celui-ci sursoit à statuer et renvoie la question préjudicielle d'appréciation de la légalité de la décision incriminée, à charge pour la partie qui l'a soulevée de justifier de sa diligence pour saisir la Cour suprême dans les quinze jours qui suivent le prononcé du sursis à statuer ; faute de quoi il sera passé outre.

Lorsque l'exception d'illégalité d'une décision relevant de sa compétence est soulevée, le tribunal fait intervenir l'auteur de la décision incriminée.

## **CHAPITRE V : DU JUGEMENT**

**Article 45 :** Le rôle de chaque audience est arrêté par le Président du Tribunal administratif. Il est affiché en un lieu habituel accessible aux usagers du service et communiqué aux juges et rapporteurs publics. La date de l'audience est notifiée aux parties ou à leurs mandataires par voie de convocation, d'au moins sept(07) jours avant l'audience.

L'absence de convocation d'une partie entraîne le renvoi d'office de l'affaire.

**Article 46 :** La formation de jugement est composée du juge ayant conduit l'instruction de l'affaire et de deux autres juges administratifs désignés par le Président du tribunal.

Le remplacement du juge rapporteur doit être motivé sous peine de la nullité du jugement entrepris.

**Article 47 :** Le président de la formation assure la police de l'audience et dirige les débats.

Après lecture du rapport à l'audience par un membre de la formation, les parties peuvent présenter, soit en personne soit par mandataire dûment désigné, des observations orales sommaires à l'appui de leurs conclusions écrites.

**Article 48 :** A l'audience, le rapporteur public présente en toute indépendance ses conclusions sur toutes les affaires et étudie leurs répercussions sur la jurisprudence.

Il peut proposer des changements de jurisprudence en formulant en toute impartialité ses conclusions sur les circonstances de fait de l'espèce et les règles de droit applicables.

**Article 49 :** La délibération est secrète. En cas de besoin, le rapporteur public peut y assister avec voix consultative pour apporter plus d'éclairages sur ses conclusions.

**Article 50 :** Les jugements sont prononcés publiquement. Ils sont motivés.

Ils mentionnent les noms des juges qui les ont rendus, du rapporteur public, des parties et avocats qui ont présenté des observations orales à l'audience, du greffier « audencier », les nom, prénoms, profession, domicile des parties, l'énoncé succinct des arguments produits, les motifs et les dispositifs, assortis des dispositions légales appliquées.

Ils sont signés du Président et du greffier.

**Article 51 :** Les jugements des Tribunaux administratifs ou les décisions de leurs Présidents sont notifiés par les soins du greffier en chef, responsable du greffe, à toutes les parties en cause par la voie administrative ou postale ou par ministère d'Huissier.

**Article 52 :** Nul jugement, nul acte ne pourra être mis en exécution s'il n'est revêtu par un mandement aux officiers de justice ainsi conçu :

« République du Mali » :

Au nom du peuple malien...»

Et terminé par la formule :

« En conséquence, la République du Mali mande et ordonne *au* (indiquer soit le ou les ministres, soit le ou les gouverneurs soit le ou les préfets de cercle, le ou les présidents des organes exécutifs des collectivités territoriales et autres chefs de service désignés par le jugement), à tous huissiers-commissaires de justice, sur ce requis, de mettre ledit jugement à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près la Cour d'Appel et les tribunaux de première instance d'y tenir la main forte à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis ».

L'expédition des jugements portant la formule exécutoire ci-dessus mentionnée est délivrée par le greffier en chef, responsable de greffe.

**Article 53 :** Lorsque l'administration ou une collectivité territoriale est condamnée au paiement d'une somme d'argent déterminée, la prise en charge de la dépense sera assurée sur la base des crédits budgétaires inscrits dans la loi de finances ou le budget de la collectivité concernée de l'année en cours. En cas d'insuffisance, la prise en charge du montant restant sera supportée par le budget suivant.

**Article 54 :** Lorsqu'une autorité administrative rencontre des difficultés sérieuses d'exécution d'un jugement définitif d'un tribunal administratif, autre que de condamnation pécuniaire, elle peut adresser au Président du tribunal une demande d'aide à la bonne exécution dudit jugement.

En cas de refus de l'Administration ou d'une collectivité territoriale d'exécuter un jugement définitif d'un tribunal administratif, autre que de condamnation pécuniaire, le Président de ce tribunal en informe par écrit le président de la Section Administrative de la Cour Suprême pour qu'il soit procédé comme prévu à l'article 258 alinéa 3 de la loi N° 2016-046 du 23 septembre 2016 portant loi organique fixant l'organisation, les règles de fonctionnement de la Cour suprême et la procédure suivie devant elle.

**Article 55 :** Si des dommages-intérêts sont réclamés en raison des discours ou des écrits d'une partie ou de son représentant, le Tribunal administratif réservera l'action pour y être statué ultérieurement par le tribunal compétent.

Il en sera de même si, outre les injonctions que le tribunal peut adresser aux avocats et aux officiers ministériels, il estime qu'il peut y avoir lieu à une poursuite disciplinaire devant le conseil de l'ordre auquel il appartient.

## **CHAPITRE VI : DES VOIES DE RECOURS**

### **PARAGRAPHE I : DE L'OPPOSITION**

**Article 56 :** Sont considérées comme contradictoires les décisions rendues sur les requêtes ou mémoires en défense des parties, alors même que ces parties ou leurs mandataires dûment désignés et régulièrement convoqués à l'audience n'auraient pas présenté des observations orales.

Toutefois, si après une expertise, les parties n'ont pas été appelées à prendre connaissance du rapport d'expert, le jugement fondé sur un tel rapport sera rendu par défaut.

**Article 57 :** Lorsqu'une demande est formée contre une ou plusieurs parties et que l'une ou plusieurs d'entre elles n'ont pas présenté de mémoire en défense, le Tribunal administratif sursoit à statuer sur le fond et ordonne que les parties défaillantes soient averties de ce sursis par notification faite conformément à l'article 16 et les invite de nouveau à produire leur mémoire en défense dans un délai que le tribunal fixe.

Après ce délai, il est statué par une seule décision qui n'est susceptible d'opposition de la part d'aucune des parties.

Avis en sera donné aux parties défaillantes dans l'avertissement prescrit au présent article.

**Article 58 :** Les jugements par défaut du Tribunal administratif peuvent être attaqués par voie d'opposition dans le délai d'un (01) mois à compter de la notification qui en est faite aux parties par le greffier en chef.

L'acte de notification doit indiquer à la partie qu'après l'expiration du délai, elle sera déchue du droit de former opposition.

**Article 59 :** Les requêtes en opposition sont introduites dans les mêmes formes que les requêtes introductives d'instance. Les communications sont ordonnées comme prévu à l'article 16 ci-dessus.

Dans tous les cas, les frais engagés jusqu'au jugement d'opposition restent à la charge de la partie défaillante.

**Article 60 :** L'opposition suspend l'exécution de la décision rendue par défaut à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné.

### **PARAGRAPHE II : DE LA TIERCE OPPOSITION**

**Article 61 :** Toute personne peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, dès lors que ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été présents ou régulièrement appelés dans l'instance ayant abouti à ce jugement.

**Article 62 :** La tierce opposition est introduite, instruite et jugée dans les formes prévues pour la requête introductive d'instance. Les frais engagés jusqu'au jugement sont à la charge du tiers opposant.

### **PARAGRAPHE III : DE L'APPEL**

**Article 63 :** Les décisions du Tribunal administratif peuvent être attaquées par voie d'appel devant la Cour administrative territorialement compétente.

**Article 64 :** Le délai d'appel est de deux (02) mois. Il court à compter du prononcé du jugement qui est rendu contradictoirement.

Si le jugement est rendu par défaut, il court à compter du jour où la partie défaillante est déchue de son droit de former opposition conformément aux dispositions de l'article 58 ci-dessus.

### **PARAGRAPHE IV : DU RECOURS EN INTERPRETATION**

**Article 65 :** Le recours en interprétation peut être dirigé contre les jugements définitifs obscurs ou ambigus des Tribunaux administratifs.

Ce recours doit être introduit dans les mêmes formes que la requête introductive d'instance.

L'exercice du recours en interprétation n'est soumis à aucune condition de délai tant que la décision dont l'interprétation est demandée n'a pas été exécutée.

Une fois la décision exécutée, le recours devient sans objet.

Les décisions en interprétation sont susceptibles de voies de recours.



**PARAGRAPHE V : DU RECOURS EN RECTIFICATION**

**Article 66 :** Lorsqu'une décision du tribunal est entachée d'une erreur matérielle susceptible d'avoir exercé une influence sur le jugement de l'affaire, la partie intéressée peut introduire, devant le Tribunal, un recours en rectification.

Ce recours doit être introduit dans les mêmes formes que celles dans lesquelles a été introduite la requête initiale.

L'exercice de ce recours n'est soumis à aucune condition de délai tant que la décision n'a pas été exécutée.

**CHAPITRE VII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

**Article 67 :** En attendant l'adoption du décret fixant les frais de justice, le montant de la consignation de 10.000 FCFA reste en vigueur.

**Article 68 :** Les modalités d'application de la présente loi sont déterminées en tant que de besoin par voie réglementaire.

**CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 69 :** La présente loi abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment la Loi n° 94-006 du 18 mars 1994 portant organisation et fonctionnement des Tribunaux administratifs et ses lois modificatives subséquentes.

**Bamako, le 12 juin 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**LOI N°2018-032 DU 12 JUIIN 2018 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 2017-031/P-RM DU 07 SEPTEMBRE 2017 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRET, DE L'ACCORD D'ISTISNA'A, DE L'ACCORD DE SERVICES IJARA ET DE L'ACCORD DE VENTE A TEMPERAMENT, SIGNES A DJEDDAH (ARABIE SAOUDITE) LE 18 MAI 2017, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT (BID) POUR LE FINANCEMENT DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EXPLOITATIONS PASTORALES DU SAHEL MALIEN**

**L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 10 mai 2018**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**Article unique :** Est ratifiée l'Ordonnance n° 2017-031/P-RM du 07 septembre 2017 autorisant la ratification de l'Accord de prêt, de l'Accord d'Istisna'a, de l'Accord de services Ijara et de l'Accord de vente à tempérament, signés à Djeddah (Arabie Saoudite) le 18 mai 2017, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque islamique de Développement (BID) pour le financement du Projet de Développement durable des exploitations pastorales du Sahel malien.

**Bamako, le 12 juin 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**LOI N°2018-033 DU 12 JUIIN 2018 RELATIVE AUX PRATIQUES COMMERCIALES FRAUDULEUSES**

**L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 10 mai 2018**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**Article 1er :** La présente loi garantit le respect de la réglementation dans le cadre des transactions commerciales et sanctionne les infractions liées aux pratiques commerciales frauduleuses.

**CHAPITRE I : DU CHAMP D'APPLICATION ET DES DEFINITIONS**

**SECTION 1 : DU CHAMP D'APPLICATION**

**Article 2 :** La présente loi s'applique aux activités commerciales réalisées par les personnes physiques ou morales de droit public ou privé ayant le statut de commerçant conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant sur le droit commercial général.

**SECTION 2 : DES DEFINITIONS**

**Article 3 :** Au sens de la présente loi, on entend par :

- **barème :** présentation de l'ensemble des prix d'une gamme de produits ;
- **catalogue :** document en support papier ou média électronique qui donne l'ensemble des biens ou services proposés à la vente par une entreprise, le but premier étant de permettre au client de choisir sans avoir à visualiser directement les offres ;

- **cession de titre du commerce extérieur** : fait, pour un opérateur économique, de céder ses intentions d'importation ou d'exportation à autrui moyennant une contrepartie ou pas ;
- **commerce extérieur** : ensemble des échanges de biens, de services et de capitaux avec l'étranger ;
- **détention de stock de marchandises sans justificatifs** : fait, pour un opérateur économique de détenir, dans ses magasins ou en mouvement, des marchandises, prohibées ou non, sans être capable de produire, à première réquisition, les factures, déclarations ou tout autre document justificatif requis par la réglementation en vigueur en matière de commerce (déclarations, attestations, certificats, factures, bordereaux de livraison, etc.) ;
- **facturation** : émission d'une pièce comptable qui atteste de l'achat ou de la vente de biens ou services ;
- **faculté** : dans le domaine des assurances, marchandise transportée par voie maritime ;
- **non rapatriement des recettes d'exportation** : non perception effective dans le pays d'exportation, du produit des recettes d'exportation, constatée par une attestation de cession de devises établie par la banque domiciliataire ou par tout autre document correspondant au règlement, en provenance de l'étranger, de l'opération d'exportation. Le rapatriement est effectif lorsque la banque concernée cède les devises correspondantes à la BCEAO ;
- **opérateur économique** : personne physique ou morale, quel que soit son statut juridique, fournisseuse de biens et services marchands ;
- **pratiques commerciales frauduleuses** : ensemble des pratiques commerciales visées aux articles 7 et 8 de la présente loi ;
- **prospectus** : annonce informative ou publicitaire imprimée sur brochure, feuillet ou dépliant et diffusée gratuitement au public ;
- **transfert illicite de fonds suite à une opération d'importation** : règlement à destination de l'étranger des importations de marchandises en violation des dispositions du Règlement de l'UEMOA relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- **transaction commerciale** : accord ou convention portant sur un acte de commerce entre deux parties dont l'une au moins a le statut de commerçant.

## **CHAPITRE II : DE LA TRANSPARENCE DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES**

### **SECTION I : DE L'INFORMATION SUR LES PRIX ET LES CONDITIONS DE VENTE**

**Article 4** : Les prix des biens, produits et services sont libres sur toute l'étendue du territoire national et sont déterminés par le seul jeu de la concurrence. Toute personne physique ou morale ayant le statut de commerçant est tenue de communiquer ses prix et ses conditions de vente au client.

Cette communication est assurée à l'aide de barèmes, de prospectus, de catalogues ou de tout autre moyen approprié généralement admis par la profession.

### **SECTION II : DE LA FACTURATION**

**Article 5** : Toute vente de biens ou services fait l'objet de facturation.

Le vendeur est tenu de délivrer la facture ou tout autre document en tenant lieu dès la réalisation de la vente.

**Article 6** : Les marchandises n'ayant pas fait l'objet de transactions commerciales doivent être accompagnées d'un document justifiant leur mouvement.

### **CHAPITRE III : DES PRATIQUES COMMERCIALES FRAUDULEUSES**

**Article 7** : Constituent des pratiques commerciales frauduleuses, les pratiques ci-après :

- l'établissement et la détention de factures fictives ou de fausses factures ;
- la rétention injustifiée de stocks ;
- le non-respect des obligations comptables par les personnes physiques ou morales ayant le statut de commerçant conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant sur le droit commercial général ;
- la non déclaration mensuelle de stocks par ceux qui y sont astreints ;
- l'exercice illégal de la profession de commerçant et de toute profession réglementée ayant un lien avec le commerce.

**Article 8** : Sont également considérées comme pratiques commerciales frauduleuses :

- le détournement des exonérations ou subventions publiques ;
- la détention de stock de marchandises sans justificatifs de leur acquisition ;
- le non rapatriement des recettes d'exportation ;
- le transfert illicite de fonds suite à une opération d'importation ;
- la dissimulation, la falsification ou la présentation de faux documents commerciaux pour l'importation ou l'exportation ;
- la cession de titre du commerce extérieur ;
- l'utilisation d'un titre du commerce extérieur par une ou plusieurs personnes physiques ou morales autres que le titulaire aux fins d'opérations d'importation ou d'exportation pour son ou pour leur propre compte ;
- la violation de la réglementation sur l'institution de mentions obligatoires sur les emballages et les produits.

## **CHAPITRE IV : DES PROCEDURES DE RECHERCHE, DE CONSTATATION ET DE REPRESSION DES INFRACTIONS**

**Article 9** : Les manquements à la présente loi sont constatés par les agents assermentés de la Direction en charge du Commerce ou de toute autre administration habilitée à cet effet par des dispositions légales ou réglementaires.

**Article 10** : Les agents assermentés de la Direction en charge du Commerce peuvent accéder à tous locaux, terrains ou moyens de transport et exiger la communication de tous documents relatifs à l'objet de leurs enquêtes.

Ils peuvent, sans se voir opposer le secret professionnel, accéder à tous documents ou éléments d'information détenus par les services et établissements de l'Etat et des Collectivités territoriales sur présentation de leurs cartes d'enquêteurs.

**Article 11** : Le non-respect des obligations visées aux articles 4 et 5 est sanctionné de :

- 5 000 à 100 000 FCFA pour les opérateurs économiques assujettis à l'impôt synthétique conformément aux dispositions du Code Général des Impôts ;
- 100 000 à 200 000 FCFA pour les opérateurs économiques assujettis à l'impôt réel conformément aux dispositions du Code Général des Impôts.

**Article 12** : Sont punis d'une amende comprise entre 10 000 et 1 000 000 FCFA les manquements ci-après :

- l'établissement et la détention de factures fictives ou de fausses factures ;
- la vente et/ou le stockage de marchandises sans justificatifs de leur acquisition par une facture ou tout autre document probant ;
- la rétention injustifiée de stocks ;
- le non-respect des obligations comptables par les personnes physiques ou morales ayant le statut de commerçant conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA portant sur le droit commercial général ;
- la non déclaration mensuelle de stocks par ceux qui y sont astreints.

Cette sanction s'applique de la manière suivante :

- 10 000 à 100 000 FCFA pour les opérateurs économiques assujettis à l'impôt synthétique conformément aux dispositions du Code général des Impôts ;
- 100 000 à 1 000 000 FCFA pour les opérateurs économiques assujettis à l'impôt réel conformément aux dispositions du Code général des Impôts.

**Article 13** : L'exercice illégal du commerce ou de toute profession commerciale réglementée est puni comme suit:

- 15 000 à 100 000 F CFA pour les opérateurs économiques assujettis à l'impôt synthétique conformément aux dispositions du Code général des Impôts;
- 100 000 à 8 000 000 F CFA pour les opérateurs économiques assujettis à l'impôt réel conformément aux dispositions du Code général des Impôts.

**Article 14** : Sont punis d'une amende de 250 000 à 50 000 000 FCFA les auteurs des pratiques commerciales frauduleuses ci-après :

- le détournement des exonérations ou subventions publiques ;
- la dissimulation, la falsification ou la présentation de faux documents commerciaux pour l'importation ou l'exportation ;
- la cession de titre du commerce extérieur ;
- l'utilisation d'un titre du commerce extérieur par une ou plusieurs personnes physiques ou morales autres que le titulaire aux fins d'opérations d'importation ou d'exportation pour son ou pour leur propre compte ;
- la violation de la réglementation sur l'institution de mentions obligatoires sur les emballages et les produits ;
- la détention de stocks de marchandises sans justificatifs de leur acquisition.

**Article 15** : L'importation de marchandises ou de facultés sans assurance est punie conformément aux dispositions de la législation en vigueur.

**Article 16** : Le non rapatriement des recettes d'exportation et le transfert illicite de fonds suite à une opération d'importation sont punis conformément à la législation relative au contentieux des infractions au contrôle des changes.

**Article 17** : La falsification des documents commerciaux et la détention des stocks de marchandises sans justificatifs de leur acquisition sont sanctionnées par une amende de 500 000 F CFA à 100 000 000 de F CFA.

**Article 18** : La Direction en charge du commerce est compétente pour rechercher, constater et sanctionner les manquements aux prescriptions de la présente loi, sans préjudice des règles régissant la procédure pénale.

**Article 19** : Le Directeur en charge du Commerce peut transiger, à leur demande, avec les personnes poursuivies pour manquement aux prescriptions de la présente loi.

**Article 20** : Les amendes transactionnelles sont recouvrées dans les mêmes conditions que les créances de l'Etat.

## **CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 21** : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe les modalités d'application de la présente loi.

**Article 22** : La présente loi abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment l'Ordonnance n° 07-025/P-RM du 18 juillet 2007 portant organisation de la concurrence.

**Bamako, le 12 juin 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

## ANNONCES ET COMMUNICATIONS

TABLEAU DE L'ORDRE DES INGENIEURS - CONSEILS DU MALI (31 MAI 2018 AU 30 MAI 2019)

N° Ordre	BUREAUX D'INGENIEURS CONSEILS	N° Carte	RESPONSABLES	ADRESSES
1.	<b>SEE</b> Société d'Engineering et d'Etudes	1	<b>Ousmane ISSABRE</b>	E-mail : <a href="mailto:see@afribonemali.net">see@afribonemali.net</a> BP : E 2209 –Tél/Fax :20 28 06 26 ; 20 28 75 53 Cell. : 66.75 03 67, Cité des 300 Logements – Rue : 267 Porte : 322 – Bamako.
2.	<b>GIC</b> Groupe d'Ingénieurs Consultants	2	<b>Siaka TRAORE</b>	E-mail : <a href="mailto:direction@gic-mali.net">direction@gic-mali.net</a> BP.E : 2342-Tél : 20 21 80 91 Fax : 20 21 04 69, Hippodrome Rue : 254-Porte : 584 – Bamako.
3.	<b>BETRAP-SARL</b> Bureau d'Etudes de Bâtiments et Travaux Publics	3	<b>Modibo KONATE</b>	E-mail : <a href="mailto:betrapp@orangemali.net">betrapp@orangemali.net</a> Tél : 20 28 14 70 Fax: 20 28 71 43 BP.E :740 Torokorobougou, Rue :145, sortie du Pont FADH – Bamako.
4.	<b>SETED-SARL</b> Société d'Etudes Techniques pour le Développement	4	<b>Mme DEME Mariétou TOUNKARA</b>	E-mail: <a href="mailto:ing.seted@gmail.com">ing.seted@gmail.com</a> Tél/Fax : 20 20 70 96/66 83 28 56 Avenue vers Tour de l'Afrique – Porte : 388 – BP : E 3056 –Faladiè IJA Bamako.
5.	<b>BETI – INTERNATIONAL</b> Bureau d'Etudes Techniques et d'Ingénierie International	5	<b>Malik SOW</b>	E-mail : <a href="mailto:swmalick@yahoo.fr">swmalick@yahoo.fr</a> Tél : 20.29.17.62/76.49.21.67_ BP: E608 Hamdallaye marché à l'étage, Rue : 42, Porte : 774- Bamako.
6.	<b>BETICO</b> Bureau d'Etudes Techniques et d'Ingénieurs Conseils	6	<b>Mahamane TOURE</b>	E-mail : <a href="mailto:m.toure@betico.net">m.toure@betico.net</a> Tél : 20 28 75 21 /fax 20 28 48 82, BP : 1840, Bacodjicoroni ACI GOLFE- Bamako.
7.	<b>SOCETEC</b> Société d'Etudes et d'Applications Techniques	7	<b>Abdoulaye DEME</b>	E-mail : <a href="mailto:socetec@socetec.com">socetec@socetec.com</a> Tél : 20 29 72 30 /66 75 06 11 Fax : 20 29 77 97, Hadallaye ACI 2000 BP : 2231- Bamako.
8.	<b>BEGEC</b> Bureau d'Etudes et de Génie Civil	9	<b>Adama KOUYATE</b>	E-mail : <a href="mailto:begec@orangemali.net">begec@orangemali.net</a> Tél : 20 23 43 71, Hamdallaye ACI 2000, BP : 1131, Rue : 286 - Porte : 264 Bureau : A02- Bamako.
9.	<b>CIRA- SAS</b> Conseil Ingénierie et Recherche Appliquée	11	<b>Seydou M. COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:cira@cira-sa.com">cira@cira-sa.com</a> Site Web : <a href="http://www.cira-sa.com">www.cira-sa.com</a> BP 5016 , Bamako - Mali (ACI 2000) Tél. : + 223 20 24 32 34 / 44 90 00 64 Fax : +223 20 24 15 03 / 44 90 00 65
10.	<b>MGC INGENIERIE (MGCI)</b> Bureau d'Ingénieries Civiles et d'Expertises Immobilières	12	<b>Mamadou G. COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:mgeci@afribone.net.ml">mgeci@afribone.net.ml</a> Tél : 20 23 06 85/70 82 41 35 66 98 68 79 ; BP.E : 902 – Route du Lido, Rue :483 Porte : 376, Badialan II – Bamako.

11.	<b>OFETOC-SARL</b> Office d'Etudes Techniques Optimales et de Coordination	13	<b>Ladji CAMARA</b>	E-mail : <a href="mailto:ofetoc@afribonemali.net">ofetoc@afribonemali.net</a> Tél : 20 29 60 76/Fax : 20 29 60 75, BP: 2153, Lafiabougou ACI 2000 en face de la clôture du lycée Mamadou SARR Bamako.
12.	<b>SETCO</b> Société d'Etudes et de Coordination en Ingénierie	15	<b>Boubacar KONATE</b>	E-mail : <a href="mailto:setcomali@yahoo.fr">setcomali@yahoo.fr</a> Tél+9/Fax 20 23 46 50/76 19 83 92 ; BPE : 589 Badialan I, Rue : 464, Porte : 29- Bamako.
13.	<b>SETADE</b> Société d'Etudes et d'Assistance pour le Développement	17	<b>Adama N'GUIRO</b>	E-mail : <a href="mailto:setade@afribone.net.ml">setade@afribone.net.ml</a> Tél : 20 20 52 30/66 72 53 92, BP : 216 Magnambougou, Faso Kanu – Bamako.
14.	<b>SONING-BAC-SARL</b> Société Nouvelle d'Ingénierie BACUS	18	<b>Samba DIARRA</b>	E-mail : <a href="mailto:soningbac@afribone.net.ml">soningbac@afribone.net.ml</a> Tél : 69 05 14 74/66 75 19 76/76 36 54 45 Fax : 20 21 18 05, BP.E : 1336 ; Immeuble Abdoulaye BAGAYOKO, cité SOMAPIM, Résidence les Mangueraies-Bamako.
15.	<b>BSH</b> Bureau Sahélien d'Hydraulique	20	<b>Mamadou DIAWARA</b>	E-mail : <a href="mailto:bsh@afribonemali.net">bsh@afribonemali.net</a> Tél : 20 72 32 87 /66.72.95/76 19 11 74 BP. E : 2135, Niamana entre ATC et la Station TOTAL (300m SUD-EST)- Bamako.
16.	<b>ICON-SARL</b> Ingénierie Conseil : Electricité. Informatique. Génie Civil	22	<b>Alassane TRAORE</b>	E-mail: <a href="mailto:icon@icon-mali.com">icon@icon- mali.com</a> / <a href="mailto:atraore@icon-mali.com">atraore@icon-mali.com</a> Tél 20 21 54 60/fax : 20 21 54 59/66 74 33 30, Cité du Niger, Rue : 555, Porte : 171, BP : E-1056 – Bamako.
17.	<b>BEDIS- SARL</b> Bureau d'Etudes pour le Développement Intégral au Sahel	23	<b>Fousseyni N'DIAYE</b>	E-mail : <a href="mailto:bedis@orangemali.net">bedis@orangemali.net</a> - <a href="mailto:fousseynindiaye@gmail.com">fousseynindiaye@gmail.com</a> Tél : 20 23 09 18/fax : 20 23 70 19 BP.E : 464, en face de la Direction Générale de la Pharmacie Populaire du Mali, Rue : 317, Porte : 717 – Bamako.
18.	<b>HYDRO-PACTE</b> Bureau d'Etudes d'Ingénierie et d'Organisation	24	<b>Mohamed FALL</b>	E-mail : <a href="mailto:hydro_pact@yahoo.fr">hydro_pact@yahoo.fr</a> BPE : 1072, Tél : 20 21 12 20, Hippodrome, Rue : 291, Porte : 254 - Bamako.
19.	<b>I – SEPT</b> Société d'Etudes Polytechniques	26	<b>Lamine Souley SIDIBE</b>	E-mail: <a href="mailto:isept@afribone.net.ml">isept@afribone.net.ml</a> Tél : 20 20 69 29/Fax : 20 20 39 52, BP : 3069, Rue : 414, Porte : 358, Magnambougou-Projet – Bamako.
20.	<b>LOBOU CONSEILS</b> Bureau d'Etude d'Ingénierie Bâtiment Travaux Publics Transport	27	<b>Arbonkana MAIGA</b>	E-mail : <a href="mailto:lobouconseils@yahoo.fr">lobouconseils@yahoo.fr</a> Tél/fax : 20 21 03 36/66 55 53 52, Sotuba, près de la station Total - Bamako.

21.	<b>B.I.C.D</b> Bureau d'Ingénieurs Conseils pour le Développement	28	<b>Tiéoura Hamadou DIARRA</b>	E-mail : <a href="mailto:bicd@orangemali.net">bicd@orangemali.net</a> Tél: 66 72 19 59/76 19 45 93/66 19 45 93 76 47 09 36/64 60 93 33 ; BP.E : 1383 Kalabancoro Coco deuxième carré à gauche après du Lycée public ; Rue : 552, Porte : 278 –Bamako.
22.	<b>B.E.G.H-SARL</b> Bureau d'Etudes de Génie Civil et d'Hydraulique	29	<b>Sidiki GOITA</b>	E-mail: <a href="mailto:beghnouveau1@yahoo.fr">beghnouveau1@yahoo.fr</a> Tél : 76 43 03 58, Sotuba ACI, Immeuble Tidiani Doucouré Bamako.
23.	<b>S.A.E.D-SARL</b> Société Africaine d'Etudes pour le Développement	31	<b>Yacouba TRAORE</b>	E-mail : <a href="mailto:saedmali@orangemali.net">saedmali@orangemali.net</a> Tél : 20 71 73 21/66 71 45 10 ; BP.E : 1409, ACI SOTUBA face terrain du Stade malien- Bamako.
24.	<b>SINEC-SARL</b> Société d'Ingénierie, d'Etudes et de Contrôle	32	<b>Sine Aly Badara PLEAH</b>	E-mail: <a href="mailto:abpleah@gmail.com">abpleah@gmail.com</a> Tél/Fax: 44 38 16 70/ 66 78 29 45 ACI-2000 Hamdallaye, BP : 7107 - Bamako.
25.	<b>S.E .C.T-SARL</b> Société d'Etudes et de Conception Technique	33	<b>Demba Adama KEITA</b>	E-mail: <a href="mailto:sectsarl@hotmail.com">sectsarl@hotmail.com</a> Tél : 20 29 13 78, Cell : 66 71 22 55/76 15 87 97 1201, Rue : 394, Hamdallaye ACI 2000- Bamako.
26.	<b>BIDR</b> Bureau d'Ingénierie pour le Développement Rural	34	<b>Makan KEÏTA</b>	E-mail : <a href="mailto:bidr2006@yahoo.fr">bidr2006@yahoo.fr</a> Tél : 20 28 91 62/76 49 93 91 BP : 1994, Rue : 267, Porte : 134, Cité des 300 Logements, Garantiguibougou – Bamako.
27.	<b>SEROHS</b> Société d'Etudes de Réalisation des Ouvrages Hydrauliques au Sahel	35	<b>Mamadou SYLLA</b>	E-mail : <a href="mailto:serohs@afribonemali.net">serohs@afribonemali.net</a> Tél : 20 21 49 75 BP.E : 120 – Rue : 420, Porte : 242, Niaréla – Bamako.
28.	<b>LABOGE</b> Laboratoire de Génie Civil	36	<b>Nianti BOUARE</b>	E-mail: <a href="mailto:labogec@afribonemali.net">labogec@afribonemali.net</a> BP E: 2027 ; Tél : 20 20 31 79/66 74 41 14, Kalabancoura Bamako.
29.	<b>BREESS</b> Bureau de Recherche et d'Exploitation des Eaux Souterraines et de Surface	37	<b>Daouda A. ONGOIBA</b>	E-mail : <a href="mailto:brees@afribone.net.ml">brees@afribone.net.ml</a> BP.2159 - Tél : 20 23 18 44 Hamdallaye ACI 2000 à l'Ouest de l'Ecole de la Fondation Marif Ex- Collège Horizon – Bamako.
30.	<b>BICKA-SUARL</b> Bureau d'Ingénieurs Conseils en Gestion des Systèmes de Transports	38	<b>Bayéré dit Ousmane KANAKOMO</b>	E-mail : <a href="mailto:bikacom@yahoo.fr">bikacom@yahoo.fr</a> Tél : 20 74 58 99/ 76 33 45 94, BP.E : 535 Faladiè IJA, rue du Gouverneur, Immeuble M'baye NIASS – Bamako.
31.	<b>BEHYGEC</b> Bureau d'Etudes en Hydraulique et en Génie Civil	40	<b>Diakalia KOUYATE</b>	E-mail : <a href="mailto:behygec@afribonemali.net">behygec@afribonemali.net</a> Tél/fax : 20 28 69 14/66 44 78 08, BP : 2694, Rue : 812, Porte : 45, Bacodjicoroni ACI-Sud Golf- Bamako.

32.	<b>H &amp; A CONSULT</b> Hydraulique et Assainissement - Consult	42	<b>Yaya BAMBA</b>	E-mail : <a href="mailto:hac@orangemali.net">hac@orangemali.net</a> Tél : 21 62 10 37, BP : 78, Immeuble Mohamed K.Kone – Sikasso.
33.	<b>BETEC</b> Bureau d'Etudes Techniques et de Contrôle	43	<b>K ola Amadou CISSE</b>	Email : <a href="mailto:betecmali.92@gmail.com">betecmali.92@gmail.com</a> Tél : 20 29.58.11/fax : 20 29 58 10, BP : 3116, Hamdallaye ACI 2000 – Immeuble BETEC -Bamako.
34.	<b>NYETA-SARL</b> Bureau d'Etude Nyeta	44	<b>Moïse dit Moussa AYITE</b>	E-mail: <a href="mailto:nyeta_ic@yahoo.fr">nyeta_ic@yahoo.fr</a> Tél: 20.29 89 65 / 66.85 63 79/ 76 05 60 06, BP : 1386 Hamdallaye ACI 2000, Immeuble Sy près de la DNETP; Rue : 428, Porte : 530 – Bamako.
35.	<b>SETICE-SARL</b> Société d'Etudes Techniques en Ingénierie Civile et Environnement	46	<b>Boubacar DRAVE</b>	E-mail: <a href="mailto:draveboubacar@yahoo.fr">draveboubacar@yahoo.fr</a> Tél: 20290728/66 72 99 54, BP : 783, Hamdallaye ACI 2000 Rue : 395, Porte : 2401- Bamako.
36.	<b>SIRABA- SARL</b> Bureau d 'Etudes SIRABA - ENGINEERING	47	<b>Mme DIALLO Marie TRAORE</b>	E-mail : <a href="mailto:maritraorediallo@yahoo.fr">maritraorediallo@yahoo.fr</a> BP E : 1541 -Tél : 20 22 29 18 66 76 07 76/76 41 84 35/Fax : 20 22 83 50 Badalabougou-Sema I, Rue : 53, Porte : 45 – Bamako.
37.	<b>ICOTED INTERNATIONAL</b> Ingénieurs Conseils en Technique de Développement	49	<b>Mamadou Oumar DEMBELE</b>	E-mail : <a href="mailto:icoted@afribonemali.net">icoted@afribonemali.net</a> BP : 7121 – Tél : 20 20 61 10 Fax : 20 20 54 95, Banankabougou- Bollé, Rue : 93- Logement –Sema – Bamako.
38.	<b>AFRICONCONSULT-SARL</b> Bureau d'Ingénieurs Conseils	51	<b>Abdoulaye M. DICKO</b>	E-mail : <a href="mailto:africonsult@africonsult.com.ml">africonsult@africonsult.com.ml</a> BP.E : 3100 - Tél : 66 96 12 73 /75 01 51 79 – Torocorobougou, Immeuble ABK, Rue : 426 – Porte : 79 – Bamako.
39.	<b>BIRAD</b> Bureau d'Ingénierie et de Recherche Appliquée au Développement	52	<b>Sidiki Mohamed COULIBALY</b>	E-mail: <a href="mailto:biradsarl@yahoo.fr">biradsarl@yahoo.fr</a> Tél : 20.28.69.76/ 66.74.14.85 BP.2912 ; Rue 656 Porte 465 Baco Djicoroni ACI-Immeuble SISSOKO (après le CFG) –Bamako
40.	<b>SETA- SARL</b> Société d'Etudes technique et d'Application	53	<b>Ogomono DOLO</b>	E-mail: <a href="mailto:seta@orangemali.net">seta@orangemali.net</a> Tél/fax: 20 20 96 55/20 20 84 61/66 75 07 65 BP : 3146–Niamakoro–cité Unicef, Rue : 50-Bamako.
41.	<b>CTEXCEI-SARL</b> Cabinet d'Experts -Conseils en Energie & Incendie	54	<b>Soumana TANGARA</b>	E-mail : <a href="mailto:info@ctexcei.com/www.ctexcei.com">info@ctexcei.com/www.ctexcei.com</a> Tél : 20 29 39 36/Fax : 20 29 39 05 66 74 08 45, BP.E : 1319, Rue : 390, Porte : 1478, Hamdallaye ACI 2000– Bamako
42.	<b>GID - SA</b> Groupement d'Ingénieurs Conseils pour le Développement	55	<b>Diélymoussa KOUYATE</b>	E-mail : <a href="mailto:gid@afribone.net.ml">gid@afribone.net.ml</a> Tél : 20 29 22 28/20 29 04 82, BP :1609, zone ACI 2000 Hamdallaye – Bamako.

43.	<b>CETRA -SARL</b> Cellule d'Etudes Techniques Rationnelles	56	<b>Aboubacar NIARE</b>	E-mail : <a href="mailto:cetra_mali@yahoo.fr">cetra_mali@yahoo.fr</a> Tél : 20 29 05 99/76 37 19 90/66 73 86 67 BP.E : 3008, Avenue du Mali Immeuble Moussa KANTE, ACI 2000 -Bamako.
44.	<b>SENE YIRIWASO</b> Entreprise de Développement Intégré	57	<b>Mamadou Sallama MAGUIRAGA</b>	E-mail : <a href="mailto:mamadousmaguiraga@yahoo.fr">mamadousmaguiraga@yahoo.fr</a> Tél : 66 76 89 30 Hèrèmakono BP.32 – Bougouni.
45.	<b>CIETRA-SARL</b> Cabinet d'Ingénierie pour les Etudes Techniques et la Recherche Appliquée	58	<b>Mahamadou Alassane</b>	E-mail : <a href="mailto:oicm-cietra@outlook.fr">oicm-cietra@outlook.fr</a> Tél/fax : 21 82 06 44/76 08 80 00, BP : 180, Bureaux 32 & 33, marché Washington – Gao.
46.	<b>Hamady N'DJIM</b> <b>H.N'D Ingénieurs- Conseils SARL</b>	59	<b>Hamady N'DJIM</b>	E-mail : <a href="mailto:ndjimhamady@afribonemali.net">ndjimhamady@afribonemali.net</a> Tél/Fax:20.20.24.13/20.23.68.94 Cell : 66.78.22.35 Rue 841, Porte 500, Faladiè-Sema, BP E: 3131 – Bamako.
47.	<b>B.E.R.TE.CO</b> Bureau d'Etudes et de Recherches en Technologie de Construction	62	<b>Mohammadou BERTE</b>	E-mail : <a href="mailto:berteco@orangemali.net">berteco@orangemali.net</a> Tél:/fax: 20 21 23 99 Cell : 66 74 46 06 BP.E : 1796, Bougouba, Route de Sotuba face terminal containers – Bamako.
48.	<b>CESIA</b> Cabinet d'Etudes Spécialisées en Ingénierie Appliquées	65	<b>Diakaridia SIDIBE</b>	E-mail: <a href="mailto:cesiabtp@yahoo.fr">cesiabtp@yahoo.fr</a> Tél : 66 73 36 38/76 13 04 82 Lafiabougou koulougnéléké – Bamako.
49.	<b>ASTEC –SARL</b> Aigle Structure Technique	66	<b>Omar TOURE</b>	E-mail : <a href="mailto:djeibane@yahoo.fr/direction@astec.ml">djeibane@yahoo.fr/direction@astec.ml</a> Tél : 20 29 30 75/66 74 33 36, BP E : 1720, Rue : 311, Porte : 627, ACI 2000, Immeuble Tounkara – Bamako.
50.	<b>TECHNI –CONSULT SARL</b> Bureau d'Ingénieur- Conseil	67	<b>Ibrahim GALADIMA</b>	E-mail: <a href="mailto:tc mali2006@yahoo.fr">tc mali2006@yahoo.fr</a> Tél : 20 20 01 24/66 74 84 49/- BP.E :2708, Faladiè WAHODE Villa 3N – Bamako.
51.	<b>SOUTH- ENGINEERING</b> Bureau d' Ingénieurs – Conseils	70	<b>Makan DIALLO</b>	E-mail: <a href="mailto:dialloconsulting895@gmail.com">dialloconsulting895@gmail.com</a> Tél : 76 45 33 54, Rue : 364, Porte n° 30, Hamadallaye ACI 2000, BP.E : 1395 – Bamako.
52.	<b>SECOP-SARL</b> Société d'Etudes de Contrôle de Coordination d'Ordonnancement et de Pilotage	77	<b>Samba MAREGA</b>	E-mail : <a href="mailto:secopdg@yahoo.fr">secopdg@yahoo.fr</a> Tél/Fax : 66 78 58 00/76 78 58 00, BP.E : 5152 Rue :112, Porte :23, Sogoniko-Bamako.
53.	<b>CENTRE –ECOBAT</b> Centre d'Ecologie et du Bâtiment	80	<b>Mahalmadane Aly TOURE</b>	E-mail : <a href="mailto:c.ecobat@yahoo.fr">c.ecobat@yahoo.fr</a> Tél : 44 38 03 61/66 73 46 73 Fax : 20 79 43 76, Sébénicoro 2000, cité Ifabaco, rue :772, porte :166, BP.E : 3208 – Bamako.



54.	<b>EXPERCO-INTERNATIONAL-SARL</b> Bureau d'Ingénierie pour le Développement Rural	81	<b>Marcel Joseph Yvon</b>	E-mail : <a href="mailto:experco.vpdda@yahoo.fr">experco.vpdda@yahoo.fr</a> Tél.: 20 80 22 22/66 74 82 72 ; BP.E 586, Rue : Experco, porte : 340, Magnanboucou- Bamako, Mali.
55.	<b>BGET-SARL</b> Bureau d'Etudes Techniques et de Gestion de Projets	83	<b>Boubacar SISSAO</b>	E-mail : <a href="mailto:bget.bget@gmail.com">bget.bget@gmail.com</a> Tél : 20 22 50 86/76 46 58 27, Rue : 133, Porte : 154-Badalabougou Sema II - Bamako.
56.	<b>GEDUR INGENIEUR CONSEIL –SARL</b> Groupement d'Experts pour le Développement Urbain et Rural	84	<b>Abdoulaye KONATE</b>	E-mail : <a href="mailto:gedurconseil@orangemali.net">gedurconseil@orangemali.net</a> Tél : 20 24 17 80/66 75 93 95 BP E : 3106, Rue 176, Porte : 385, Korofina Nord –Bamako.
57.	<b>GRABI-SARL</b> Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Besoins en Infrastructures	85	<b>Yoro SIDIBE</b>	E-mail : <a href="mailto:hamadissidi@yahoo.fr">hamadissidi@yahoo.fr</a> Tél : 76.14.70.04/66.72.54.46; Sokorodji, Rue non codifiée - Bamako. Antenne de Sikasso Hamdallaye Extension, Rue : 199, Porte : 51 – Sikasso.
58.	<b>IGIP AFRIQUE MALI-SARL</b> Ingénieur-conseil	87	<b>Moussa TRAORE</b>	E-mail : <a href="mailto:igipmali@afrisonemali.net">igipmali@afrisonemali.net</a> Tél/Fax : 20 21 18 81, Rue : 562, Porte :24, Quinzambougou - Bamako.
59.	<b>S.I.D- SARL</b> Société d'Ingénierie pour le Développement	88	<b>Ousmane KANAKOMO</b>	E-mail : <a href="mailto:kanakomo@afribone.net.ml">kanakomo@afribone.net.ml</a> Tél/fax : 20 28 27 38/76 45 89 57 BP.E : 4533, Bacodjicoroni Immeuble Aliou Kouma, Bureau 10 – Bamako.
60.	<b>2M CONSULT-SARL</b> Ingénieur-conseil	89	<b>Mohamed COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:mohamed4c@yahoo.fr">mohamed4c@yahoo.fr</a> Tél : 20 29 86 15 / 66 71 25 85, Hamdallaye ACI 2000, Immeuble Tounkara, Bur 2 – Bamako.
61.	<b>C.I.C- SARL</b> Cabinet d'Ingénieurs-Conseils	92	<b>Mamoutou KONE</b>	E-mail : <a href="mailto:cic@orangemali.net">cic@orangemali.net</a> Tél : 20 29 35 30/ 66 71 04 47 BP.E : 5232, Hamdallaye ACI 2000- Bamako.
62.	<b>C.I.D –SARL</b> Conseil en Ingénierie pour le Développement	93	<b>Hamidou BAH</b>	E-mail : <a href="mailto:cid.consulting@yahoo.fr">cid.consulting@yahoo.fr</a> Tél : 20 20 96 51/66 74 51 96 Banankabougou Commerciale, face Hôtel Technopôle Bamako.
63.	<b>SIGMA-SARL</b> Société d'Ingénierie et de Management	95	<b>Moustapha SANGARE</b>	E-mail : <a href="mailto:sigmamali@yahoo.fr">sigmamali@yahoo.fr</a> Tél : 66 78 31 20/76 23 81 10, BP : 144, Rue : 353, Porte : 24 Kalabancoura ACI – Bamako.

64.	<b>BIRA-SUARL</b> Bureau d'Ingénieurs et de recherche Appliquée	96	<b>Boukassoum TOURE</b>	E-mail : <a href="mailto:bira008@yahoo.fr">bira008@yahoo.fr</a> Tél : 20 28 47 14 /66 79 86 53 Immeuble BIRA, rue : 259, porte: 259, Kalabancoro Bamako.
65.	<b>BIC-AP</b> Bureau d'Ingénierie Civile Appliquée	97	<b>Simbo DIAKITE</b>	E-mail: <a href="mailto:bicapsuarl@gmail.com">bicapsuarl@gmail.com</a> Tél/fax : 65 94 06 05/76 45 15 79, Immeuble Bintagoungou, Hamdallaye ACI-Bamako.
66.	<b>Moussa DIASSANA</b> Ingénieur- Conseil	98	<b>Moussa DIASSANA</b>	E-mail : <a href="mailto:mdico2006@yahoo.fr">mdico2006@yahoo.fr</a> Tél : 20 73 80 70/66 72 22 58/78 75 09 48 Boukassoumbougou, Rue : 591, Immeuble THIOMA GUIDADO, face PMU- Bamako.
67.	<b>AICD- SARL</b> Atelier d'Ingénieurs-Conseils pour le Développement	99	<b>Abdoulaye Lassana DIALLO</b>	E-mail : <a href="mailto:aicdmali@yahoo.fr">aicdmali@yahoo.fr</a> Tél: 20 29 26 60/66 71 04 89 Avenue Cheick Zayed, Immeuble DIABIRA, 1er étage Hamdallaye ACI - Bamako.
68.	<b>CIDS-SARL</b> Collectif Ingénieurs Développement Sahel	101	<b>Ibrahima KONATE</b>	E-mail: <a href="mailto:cids@sotelma.net.ml">cids@sotelma.net.ml</a> Tél : 21 52 21 78/76 11 35 77/66 74 50 07/66 74 50 08, BP : 309- Kayes.
69.	<b>INGERCO-SARL</b> Ingénierie Conseils et Recherche Appliquée	103	<b>Dramane DIALLO</b>	E-mail : <a href="mailto:ingerco@afribonemali.net">ingerco@afribonemali.net</a> Tél : 20 28 72 26, Fax :20 28 72 27, BP.E :3277, Rue : 112, Porte n° 73, Cité 300 Logements – Bamako.
70.	<b>C.A.D.A.C-SARL</b> Centre d'Action pour le Développement et d'Appui conseils	104	<b>Boubacar S DIARRA</b>	E-mail : <a href="mailto:cadacmali@yahoo.fr">cadacmali@yahoo.fr</a> Tél: 21 32 28 92/66 79 07 15, quartier Angoulême, BP : 302 Ségou.
71.	<b>S.C.E.T-MALI-SARL</b> Société de Contrôle et d'Etudes	105	<b>Abdoulaye MOUNKORO</b>	E-mail : <a href="mailto:scetmali@yahoo.fr">scetmali@yahoo.fr</a> Tél : 21 32 33 12, Fax : 21 32 33 11, BP. 353 ; 66 74 72 54/ 76 43 62 53- Ségou.
72.	<b>AGORA-CONSULTING- SARL</b> Ingénierie Formation Assistance Conseil	106	<b>Tidiani Ibrahima Déka DIABATE</b>	E-mail : <a href="mailto:agora_consulting@yahoo.fr">agora_consulting@yahoo.fr</a> Tél : 20 29 93 59/66 79 67 65, Hamdallaye Immeuble ABK 1 Bureau N°108 – Bamako.
73.	<b>EMGC-SARL</b> Engineering & Management Group Consulting	111	<b>Mme Fatoumata N'DIAYE</b>	E-mail: <a href="mailto:emgc@orangemali.net/tndfatou@yahoo.fr">emgc@orangemali.net/tndfatou@yahoo.fr</a> Tél. 20 22 79 62/66 72 36 36/66 75 98 32 Badalabougou, rue : 156, porte :175, BPE : 3042- Bamako.
74.	<b>GTAH</b> Ingénieurs-conseils	112	<b>Abdoulkader Souleymane TOURE</b>	E-mail : <a href="mailto:gtah@gtah-group.com">gtah@gtah-group.com</a> Tél.: 20219035/76132356, BP E : 2756, Rue : 254, Porte : 395, Hippodrome – Bamako.

75.	<b>ING-CROUPE</b> Bureau d'Ingénierie Conseil et de Génie Civil	118	<b>Souleymane SAMAKE</b>	E-mail : <a href="mailto:ing.groupe@yahoo.fr">ing.groupe@yahoo.fr</a> Tél : 76 42 13 61/65 26 17 93, logements N° 23, Porte : 96, Cité des Malaisiens Coco Plateau- Kati.
76.	<b>SETEF-SARL</b> Société d'Etudes Techniques & de Formation Sarl	120	<b>Djibril KEITA</b>	E-mail: <a href="mailto:setefmali@yahoo.fr">setefmali@yahoo.fr</a> Tél : 20 22 72 39/76 45 98 41/76 05 88 96, Rue de la place CAN Hamdallaye ACI 2000, Porte : 368, BPE : 1206 Bamako.
77.	<b>CERTES-SARL</b> Conseil d'Etudes- Recherche -Techniques Engineering Service	122	<b>Moussa S.COULIBALY</b>	E -mail: <a href="mailto:certesarl@yahoo.fr">certesarl@yahoo.fr</a> / <a href="mailto:certesarl@certes-sarl.com">certesarl@certes-sarl.com</a> <a href="http://www.certes-sarl.com">http://www.certes-sarl.com</a> Tél : 20 20 35 71/76 41 09 28/66 69 20 13, BPE : 93 Niamakoro cité UNICEF, Rue : 149, Porte : 254 en face de la station COMAP-OIL – Bamako.
78.	<b>SIED-SARL</b> Société d'Ingénierie et d'Etudes Pour le Développement	125	<b>Ibrahima CISSE</b>	E-mail : <a href="mailto:direction@sied-mali.com">direction@sied-mali.com</a> Tél : 20 28 81 25/ 66 74 9125/76 13 36 91, BPE : 1461 – Bamako.
79.	<b>BRID-SARL</b> Bureau de Recherche en Ingénierie pour le Développement	126	<b>Daniel SOGOBA</b>	E-mail : <a href="mailto:brid610@yahoo.fr">brid610@yahoo.fr</a> Tél: 20 29 26 65/Fax: 20 29 26 66/76 19 76 48, avenue Cheick Zayed Hamdallaye ACI 2000 Immeuble Magassa 2ème étage – Bamako.
80.	<b>BICRAD</b> Bureau d'ingénieurs Conseil de recherches Appliquées pour le Développement	129	<b>Alou KONATE</b>	E-mail : <a href="mailto:bicradmali@yahoo.fr">bicradmali@yahoo.fr</a> Tél : 20 79 39 45/76 11 30 65/66 71 85 99, BP E : 190, Rue : 153, Porte : 225 Garantibougou 300 Logements Bamako.
81.	<b>AGEMOD-BTP</b> Agence Générale de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée en Bâtiments et Travaux Publics	130	<b>Lancéni Balla KEITA</b>	E-mail : <a href="mailto:agemod_btp@yahoo.fr">agemod_btp@yahoo.fr</a> Tél : 20 28 79 34 - /76 32 80 33 – Bacodjicoroni ACI, côté BOA- Bamako.
82.	<b>BICED-SARL</b> Bureau d'Ingénieurs-conseils et d'expertise pour le Développement	131	<b>Boureima KOUYATE</b>	E-mail : <a href="mailto:bicedmali@yahoo.fr">bicedmali@yahoo.fr</a> Tél : 21 54 0 233 /73 15 39 29/ 69 45 89 92, Nioro du Sahel Contact Bamako : 76 49 12 33.
83.	<b>SICANET</b> Ingénieurs-Conseils	132	<b>Oumar COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:info@sicanet.de">info@sicanet.de</a> Tél : 21 62 18 51/66 71 68 19 BP : 102 Immeuble SNF, face Mairie, Avenue Loury -Sikasso.
84.	<b>SINE-SUARL</b> Société d'Ingénierie Nouvelle d'Etudes	134	<b>Lassine SOUMANO</b>	E-mail : <a href="mailto:lsno2002@yahoo.fr">lsno2002@yahoo.fr</a> Tél : 76 36 71 86 ; BP 12 – Koulikoroba – Koulikoro.
85.	<b>SETECH-SARL</b> Société d'Etudes Techniques Appliquées pour le Développement	135	<b>Mohamed Lamine CISSE</b>	E-mail : <a href="mailto:setechad@hotmail.fr">setechad@hotmail.fr</a> Tél : 20 29 58 81/66 78 86 11, Hamdallaye, Immeuble Ould Baby, Rue : 33, Porte : 319, BP : 9059 – Bamako.

86.	<b>TID-CONSULT</b> Techniques Ingénierie Développement Consult	136	<b>Mahamadou Tidiani TOURE</b>	E-mail : <a href="mailto:tid@orangemali.net">tid@orangemali.net</a> Tél: 20 24 29 48/76 42 69 96/76 45 12 75 BP : 9095 Rue : 234, Porte : 165, Route de Koulikoro, Djélibougou, Station SHELL près de la Malienne de l'Automobile –Bamako.
87.	<b>AKT-CONSULT</b> Bureaux d'Ingénieurs – Conseils	137	<b>Cheik Abdoul Kader Tiégoum MAIGA</b>	E-mail : <a href="mailto:aktconsult@gmail.com">aktconsult@gmail.com</a> Tél : 20 24 14 01/ 76 42 79 15/66 51 97 98, BP.E :1664, Route de Koulikoro, Porte : b3040, Boukassoumbougou Bamako.
88.	<b>COREEX-BTP. SA</b> Centre Ouest –Africain de Recherches, d'Essais, d'Expérimentation en Bâtiment et en Travaux Publics	140	<b>Djibril COULIBALY</b>	E - mail : <a href="mailto:coreex@afribone.net.ml">coreex@afribone.net.ml</a> Tél : 20 79 96 01 ; 70 82 41 35/Fax : 20 22 14 21 ; BP.E : 902 Route de la Corniche, Magnambougou – Bamako.
89.	<b>AGREBAT-SARL</b> Agence de Gestion Recherches et Expertise en Bâtiment	146	<b>Moussa DIARRA</b>	E-mail : <a href="mailto:agrebat@yahoo.fr">agrebat@yahoo.fr</a> Tél : 20 23 09 09/66 75 00 30 BP E : 4768, Badialan III, Rue : 503, Porte : 262- Bamako.
90.	<b>GEOTECH-CONSULT SARL</b> Laboratoire – Etudes – Contrôle –Suivi - Conception	147	<b>Nian François GOÏTA</b>	E-mail : <a href="mailto:geotechconsultsarl@gmail.com">geotechconsultsarl@gmail.com</a> Tél. : 66 74 50 60 / 66 74 31 85 Kalabacoura Extension -Sud, Route de Gwana, Rue 416 (Barrée), Porte 1368, Commune V Bamako.
91.	<b>CSEC-SARL</b> Cabinet Sahélien d'Experts Conseils	150	<b>Hamadi Yoro DICKO</b>	E-mail: <a href="mailto:gemsdh@gmail.com">gemsdh@gmail.com</a> Tél : 63 39 38 00 /70 51 56 22  Rue : 380, Porte : 1353, Kalabancoro-Extension Sud- Bamako.
92.	<b>BB-CONSEIL</b> Ingénieurs - Conseils	154	<b>Boubacar DIARRA</b>	E-mail : <a href="mailto:bahbayla@yahoo.fr">bahbayla@yahoo.fr</a> Tél : 20 22 76 06/76 44 89 16/63 44 96 76 BP: E529, N'tomikorobougou, Rue : 662, Porte : 356 Bamako.
93.	<b>ESDCO-SARL</b> Environnement & Social Développement Compagny	155	<b>Kléssigué Robert DEMBELE</b>	E-mail : <a href="mailto:esdcosarl@yahoo.fr">esdcosarl@yahoo.fr</a> Tél : 20 28 88 21/66 74 19 52/79 11 77 25, BPE :1332 Kalabancoura, Rue : 260, Porte : 2649 Bamako.

94.	<b>SAFIEXCO-SARL</b> Société Africaine d'Ingénieries et d'Expertises Conseils	161	<b>Abdoulaye GUINDO</b>	E - mail: <a href="mailto:safifexco@yahoo.fr">safifexco@yahoo.fr</a> Tél : 20 24 94 44/66 73 92 89/66 78 23 62, BP E : 5232, Rue : 300, Djélibougou- Bamako.
95.	<b>CCETIS</b> Cabinet de Conception et d'Etudes Techniques d'Infrastructures et de Superstructures	162	<b>Adama KEITA</b>	E-mail : <a href="mailto:amkkananka@yahoo.fr">amkkananka@yahoo.fr</a> Tél : 79 12 41 94/64 22 22 44, ACI 2000 Hamdallaye, côté ouest de l'hôtel Radisson Blu- Bamako.
96.	<b>INTELCO CONSULTING- SARL</b> Ingénieur-conseil	163	<b>Amadou Cheick MAIGA</b>	E-mail : <a href="mailto:amadou.maiga@intelcoengineering.com">amadou.maiga@intelcoengineering.com</a> Tél : 20 28 39 66/66 75 91 56 Fax : 20 28 39 67 / Bacodjicoroni, rue : 730, Porte : 815 Bamako.
97.	<b>ENVIRO-CONSULT</b> Ingénieur-conseil	166	<b>Amadou KONE</b>	E-mail : <a href="mailto:Enviri_consult2002@yahoo.fr">Enviri_consult2002@yahoo.fr</a> Tél : 44 38 55 03/Cell : 76 44 10 44/66 78 90 03 Avenue Cheick Zayed – Bamako.
98.	<b>BICED-SARL</b> Bureau d'Ingénieur Conseil Espoir & Destin	168	<b>Mme BA Boundy COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:bicedsarlmali@yahoo.fr">bicedsarlmali@yahoo.fr</a> Tél : 66 71 71 93/76 30 81 45, Boukassoumbougou, route de Koulikoro près de la police du 12 <sup>ème</sup> Arrondissement Immeuble N°Fa Simpara – Bamako.
99.	<b>CEDI SAHEL-SARL</b> Centre d'Etudes Pour le Développement Intègre au Sahel	169	<b>Ibrahima Tiémoko DIARRA</b>	E-mail : <a href="mailto:hameycisse@yahoo.fr">hameycisse@yahoo.fr</a> Tél : 66 84 85 73/70 90 40 44 BP E : 1659, Quartier Cité Unicef -Bamako.
100.	<b>CETAC-SARL</b> Centre d'Etudes d'Aménagement et de la Construction	171	<b>Ayouba COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:cetac@yahoo.fr">cetac@yahoo.fr</a> Tél : 66 78 64 41, BP : 91, Immeuble Tanaga face à la brigade mixte Hamdallaye - Sikasso.
101.	<b>TECHNISOL</b> Bureau d'Ingénieur-conseil	176	<b>Aboubacar TRAORE</b>	E-mail : <a href="mailto:technisol@technisol-mali.com">technisol@technisol-mali.com</a> Tél : 20 20 56 78 /76 21 88 28 BPE : 4764, Missabougou-Sema Canal près de l'Hôpital du Mali – Bamako.
102.	<b>PI-CONSEILS -SARL</b> La Société Pôle d'Ingénieries -Conseils	177	<b>Ibrahim Khalil TOURE</b>	E-mail : <a href="mailto:pi-conseils@afribonemali.net">pi-conseils@afribonemali.net</a> Tél/Fax : 20 22 54 40 / 66 72 61 27, Rue : 108, Porte : 651 Badalabougou-Bamako.
103.	<b>HYDRAXE –SARL</b> Bureau d'Ingénieur-conseil	178	<b>Mohamed Lamine BA</b>	E-mail : <a href="mailto:hydraxesarl@yahoo.fr">hydraxesarl@yahoo.fr</a> Tél : 20 77 69 14/76 39 73 47 66 76 35 20/ Baco-Djicoroni Gof, Rue : 800, Immeuble Ibrahim KOTE, 1 <sup>er</sup> étage - Bamako.

104.	<b>I.C.A.T</b> Ingénieries Conseils et Application Technique	179	<b>Sékou Fanta Mady DIABATE</b>	E-mail : <a href="mailto:icatsarl@gmail.com">icatsarl@gmail.com</a> <a href="mailto:diabatecfm@yahoo.fr">diabatecfm@yahoo.fr</a> Tél : 76 41 21 49, Kalabancoro – Bamako.
105.	<b>Z-INGENIEUR CONSEIL</b> « ZIC» Bureau d'Ingénieur Conseil	180	<b>Ousmane Z. TRAORE</b>	E-mail : <a href="mailto:zicingconseils@yahoo.fr">zicingconseils@yahoo.fr</a> Tél : 76 43 96 56/76 80 84 74 Kati-Malibougou.
106.	<b>BEST-SARL</b> Bureau d'Etude et de Suivi des Travaux	181	<b>Mamadou MARIKO</b>	E-mail : <a href="mailto:best.sarl@gmail.com">best.sarl@gmail.com</a> Tél : 20 29 00 28/66 72 95 04/76 21 70 80 BP E : 3615, Immeuble Espoir, Hamdallaye ACI 2000 Bamako.
107.	<b>DI-GECEI –SARL</b> Dicko Géotechnique Engineering Consult International	184	<b>Ousseiny DICKO</b>	E-mail : <a href="mailto:oussdiko@yahoo.fr">oussdiko@yahoo.fr</a> Tél : 20 20 8175/66 92 07 11, Rue : 88, Porte : 396, Etage Niamakoro, TF 1621 – Bamako.
108.	<b>BECIF –GOURMA – DARYA DAKANA SARL (G 2D)</b> Bureau d'Etudes de Contrôle et de d'Ingénieurs Conseils Formations	186	<b>Mahamar A MAIGA</b>	E-mail : <a href="mailto:salihamaiga2@yahoo.fr">salihamaiga2@yahoo.fr</a> Tél : 66 71 63 05, Faladiè SEMA, Rue : 884, Porte : 014 Bamako.
109.	<b>ATER-ENGINEERING – SARL</b> L'Agence Technique d'Etudes et de Recherche	191	<b>Abdramane COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:aterengineering@gmail.com">aterengineering@gmail.com</a> Tél : 21 32 26 82/76 36 9021- Ségou.
110.	<b>BICATEX-SARL</b> Bureau Ingénierie de Contrôle Assistance Technique et d'Expertise	193	<b>Moulaye HAIDARA</b>	E-mail : <a href="mailto:moulaye_exphaidara@yahoo.fr">moulaye_exphaidara@yahoo.fr</a> Tél : 20 29 05 07 ; Fax : 20 29 05 08 ; Cell : 66 73 17 39 Hamdallaye ACI 2000, Rue : 391 ; Porte : 36 – Bamako.
111.	<b>Société GAUFF Ingénieure</b>	195	<b>Moussa DIARRA</b>	E-mail : <a href="mailto:jbgbam@gauff.com">jbgbam@gauff.com</a> Tél. : 20 21 63 22/fax : 20 21 91 72, Rue : 326, porte : 21, Hippodrome, B.P : 701 - Bamako.
112.	<b>BICADES</b> Bureau d'Ingénieurs Conseils-Assistance en Développement Economique et Social	196	<b>Modibo BARRY</b>	E-mail : <a href="mailto:bicades@gmail.com">bicades@gmail.com</a> Tél : 44 27 61 17/ 66 94 48 73/ 76 94 48 73 N'Tonasso, route de la CMDT, Rue 301, Porte 138, B.P : 147 Koutiala.
113.	<b>O.I.E.C- INTERNATIONAL</b> Office des Ingénieurs et Experts Consultants International	198	<b>Mahamadou KANE</b>	E-mail : <a href="mailto:m.kane@oiec-inter.com">m.kane@oiec-inter.com</a> Tél : 76.30.31.12, Badalabougou Sema, Immeuble SIFMA B Bamako.

114.	<b>GIDI-SARL</b> Groupe d'Ingénieurs pour le Développement Rationnel et l'Optimisation des Investissements	199	<b>Drissa TRAORE</b>	E-mail : <a href="mailto:gidi@orangemali.net">gidi@orangemali.net</a> / <a href="mailto:gidi@gidi-mali.com">gidi@gidi-mali.com</a> Tél : 20 24 09 85/ 66 72 54 06/ 76 24 37 24 BP.E 2223, SOTUBA ACI – Bamako
115.	<b>SIC-KESSE-SARL</b> Sahel Ingénieurs –Conseils SIKESSE	201	<b>Kaba COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:sic.kesse@gmail.com">sic.kesse@gmail.com</a> Tél : 76 49 54 84, quartier Komoguel II, Immeuble BATHILY et Frères- Mopti.
116.	<b>B.A-CONSULTING-SARL</b> Bureau d'Assistance et de Consultation	202	<b>Abdramane COULIBALY</b>	E –mail : <a href="mailto:abcoulib5@yahoo.fr">abcoulib5@yahoo.fr</a> Tél : 76 38 97 46 /66 98 67 29 Rue 693, Porte 81, Bakodjicoroni ACI- Bamako.
117.	<b>G.E.S.D.L–SARL</b> Groupe d'Expert au Service de la Décentralisation et du Développement Local	203	<b>Abdramane KONE</b>	E–mail : <a href="mailto:gesdlexperts2008@yahoo.fr">gesdlexperts2008@yahoo.fr</a> Tél : 21 54 08 48- Nioro du Sahel.
118.	<b>C.I.H.G-SARL</b> Conseil Ingénierie en Hydraulique & Géophysique	205	<b>Zantié KAMATE</b>	E –mail : <a href="mailto:cihgsarl@yahoo.fr">cihgsarl@yahoo.fr</a> Tél : 76 41 58 55/ 63 99 79 19, BP.E : 5297, Banankabougou Bollé –Bamako.
119.	<b>VERIF ELECTRIQUE - SARL</b> Bureau d'Ingénierie de Contrôle et de Vérification	207	<b>Alassane NIENTAO</b>	E-mail : <a href="mailto:nientao_lassane@yahoo.fr">nientao_lassane@yahoo.fr</a> Tél/fax : 20 29 53 11/69 83 37 69/76 45 09 19, Rue : 30, Porte : 702, BP : 3193, Hamdallaye – Bamako.
120.	<b>ECIA –SARL</b> Société d'Etudes Conseil-Assistance Ingénierie	208	<b>Modibo SANOGO</b>	E-mail <a href="mailto:ecia@orangemali.net">ecia@orangemali.net</a> Tél : 20 29 39 57/20 29 39 58, Hamdallaye ACI 2000, Rue : 394, Porte : 1079, BP.E :174 – Bamako.
121.	<b>KODON-CONSEILS-SARL</b> Bureau d'Ingénieurs Conseils	209	<b>Yaya SAMAKE</b>	E-mail : <a href="mailto:kodonconseils@gmail.com">kodonconseils@gmail.com</a> Tél : 76 37 20 85/65 85 09 27, Doumazana, route de Koulikoro, Immeuble Mambé KONE, porte : 307 – Bamako.
122.	<b>BEED –SARL</b> Bureau d'Engineering et d'Expertises pour le Développement	210	<b>Mamadou DIALLO</b>	E-mail : <a href="mailto:beed003@yahoo.fr">beed003@yahoo.fr</a> / <a href="mailto:beed003@yahoo.com">beed003@yahoo.com</a> Tél : 66 93 94 07/76 02 98 20, Sotuba ACI, Immeuble Tidiani DOUCOURE – Bamako.
123.	<b>SCET BATIMAX SARL</b> Société de Conseils et d'Etudes Techniques	211	<b>Abdoulaye MAIGA</b>	E-mail : <a href="mailto:scetbatimax@gmail.com">scetbatimax@gmail.com</a> Tél : 66 73 55 73, Rue : 288, Porte : 713, Commune I Djélibougou-Extension – Bamako.
124.	<b>CARIA SARL</b> Centre d'Appui et de Recherche en Ingénierie Appliquée	212	<b>Ousmane KEITA</b>	E-mail : <a href="mailto:cariasarl@orangemali.net">cariasarl@orangemali.net</a> Tél : 20 28 08 86/66 79 12 85, Bacodjicoroni ACI Sud, Rue : 849 ; Porte : 521-Bamako.

125.	<b>WED-SA</b> Water and Energy Développement	213	<b>Tahirou SIDIBE</b>	E-mail : <a href="mailto:waterenergydevelopment@yahoo.com">waterenergydevelopment@yahoo.com</a> Tél : 66 79 56 48, Bacodjicoroni ACI, Rue : 577, Porte : 408 Bamako.
126.	<b>ACT-ENGINEERING-SARL</b> Bureau d'Ingénieurs- Conseils	214	<b>Adama Ibrahima BERTHE</b>	E-mail : <a href="mailto:acte@actengineers.net">acte@actengineers.net</a> Tél : 76 17 48 18, BP.E : 3762, Rue : 876, Porte : 622, Immeuble Banou, Faladiè Sema – Bamako.
127.	<b>SOGECIR-SARL</b> Société des Génies Civil, Industriel et Rural	216	<b>Esaii DAOU</b>	E-mail : <a href="mailto:dresaiidaou@yahoo.fr">dresaiidaou@yahoo.fr</a> Tél : 75276268, Rue : 292, Porte : 528, Magnanbouyou Bamako.
128.	<b>I.C.E.A-SARL</b> La Société d'Ingénieurs Conseils Etude Assistant	218	<b>Robert DAO</b>	E-mail : <a href="mailto:icea.sarl@gmail.com">icea.sarl@gmail.com</a> Tél : 20 28 40 96/66 72 68 80, Rue : 340, Porte : 789 Kalabancoura-Bamako.
129.	<b>SOCIETE GOMNY INGENIERIE CONSEILS SARL</b> (GI-Conseils-sarl)	219	<b>Oumar Almahamoudou DICKO</b>	E-mail : <a href="mailto:gomny@orangemali.net">gomny@orangemali.net</a> Tél : 20 28 02 10/74 45 13 29/66 02 57 34 Kalanbancoro, Rue : 414, Porte : 302 - Bamako.
130.	<b>BURSOCLE MALI- SARL</b> La Société d'Ingénieur Conseil	220	<b>Oumar FANE</b>	E-mail : <a href="mailto:boufa001@yahoo.fr">boufa001@yahoo.fr</a> Tél : 20 29 03 26/66169372, Hamdallaye ACI 2000, Bamako.
131.	<b>SERTAS- SARL</b> La Société d'Etudes, de Recherche et de Technologies Adaptées pour le Sahel	221	<b>Samba KEITA</b>	E-mail : <a href="mailto:sertasconseil@gmail.com">sertasconseil@gmail.com</a> <b>Site web: <a href="http://www.sertas-mali.com">www.sertas-mali.com</a></b> Tél. : (00223) 20 20 13 03/66 71 97 17/75 29 66 36 Banankabougou Bollé, face tribunal administratif de Bamako, BPE : 4303- Bamako – Mali.
132.	<b>GLOBAL CONSULT</b> Bureau d'Etudes	223	<b>Ousmane BAMADIO</b>	E-mail : <a href="mailto:gconsult6@gmail.com">gconsult6@gmail.com</a> Tél : cell : 76 38 85 39/69 65 13 39, Bacodjicoroni ACI Golf, Rue : 803, Porte : 211- Bamako.
133.	<b>CEST-SARL</b> La Société de Centre d'Etudes Sagatou –Sarl	224	<b>Ibrahima SAGARA</b>	E-mail : <a href="mailto:ibrasegale2004@yahoo.fr">ibrasegale2004@yahoo.fr</a> Tél : 76 42 54 92/66 81 33 33 Hamdallaye ACI 2000, Rue : 267, Porte : 67- Bamako.
134.	<b>BADI - SARL</b>	225	<b>Souleymane DIARRA</b>	Email : <a href="mailto:souldougou@yahoo.fr">souldougou@yahoo.fr</a> Tél : 75 28 06 52/76 46 40 20/66 76 34 76 Kalabancoura, Rue : 204 - Porte : 115 – Bamako.
135.	<b>BEFORT –SARL</b> Bureau d'Etudes et de Formation Technique	226	<b>Tidiani THIAM</b>	E-mail : <a href="mailto:befort03@yahoo.fr">befort03@yahoo.fr</a> Tél : 76 30 63 47, Boukassoumbougou, Rue : 650, Porte : 713 – Bamako.



136.	<b>GECI-EXPERT CONSEIL -SARL</b> Le Groupe d'Experts et de Consultants Internationaux	228	<b>Cheick A.KASSIBO</b>	E-mail : <a href="mailto:geci.expertconseil@gmail.com">geci.expertconseil@gmail.com</a> Tél : 20 29 06 95 /44 38 11 30/BP E : 2313, Hamdallaye ACI 2000, Rue : 425, Porte : 42 – Bamako.
137.	<b>ALPHA –CONSULT</b> Ingénieur Conseil	230	<b>Gabouné KEITA</b>	E –mail : <a href="mailto:mohamed4c@yahoo.fr">mohamed4c@yahoo.fr</a> Tél : 66 80 12 45/76 27 67 50, Rue : 883, Porte : 359 Faladiè – Bamako.
138.	<b>ECO-96 SARL</b> Engineering Consulting Office 96 SARL	231	<b>Seydou SAMAKE</b>	E–mail: <a href="mailto:eco_ing_conseil@yahoo.fr">eco_ing_conseil@yahoo.fr</a> Tél : 76 40 90 65/76 46 13 72, Magnambougou Faso Kanu Bamako.
139.	<b>GEOTECH-SAHEL- SARL</b> La Société Sahel Géotechnique Sarl	233	<b>Aly YATASSAYE</b>	E-mail : sahel- <a href="mailto:geotech@afribonemali.net">geotech@afribonemali.net</a> Tél : 20 20 63 90 /72 69 04 43/66 83 34 74/75 02 73 46 Faso Kanu, rue : 48, Porte : 234 – Bamako.
140.	<b>ICDIF-SARL</b> La Société Tcha-Fing International –Ingénierie Conseil Développement Industrie –Formation	234	<b>Adama D. DIARRA</b>	E-mail : <a href="mailto:adamad_diarra@yahoo.fr">adamad_diarra@yahoo.fr</a> Tél : 66 53 15 12/75 12 22 21, rue : 819 ; porte : 155- Faladiè IJA – Bamako.
141.	<b>ESDEC SARL</b> Environment & Sustainable Development Consulting	236	<b>Dieudonné DEMBELE</b>	E-mail : <a href="mailto:esdec@esdec.org/">esdec@esdec.org/</a> <a href="http://www.esdec.org">www.esdec.org</a> Tél. : 44 39 31 48/66 76 21 40/74 76 80 62 Rue : 706, Porte : 354 ; BP : 1946, Kalabancoro Kouloubléni Bamako.
142.	<b>BICOD SARL</b> Bureau d'Ingénierie Conseil pour le Développement	235	<b>Baba KEÏTA</b>	E-mail : <a href="mailto:babakeita2006@yahoo.fr">babakeita2006@yahoo.fr</a> Tél : 66 72 25 26/76 72 25 26, rue : 127, porte : 496, Kalabancoro, Cercle de Kati.
143.	<b>SANGBOU-CONSEIL</b> Ingénieur Conseil	237	<b>Boubacar SANGARE</b>	E-mail : <a href="mailto:sangbou@yahoo.fr">sangbou@yahoo.fr</a> Tél : 76 43 58 28 Kalabancoura ACI, rue : 88, porte :913 – Bamako.
144.	<b>I-3C SARL</b> Ingénierie Conseil, Conception, Contrôle	238	<b>Ouarazan DEMBELE</b>	E-mail : <a href="mailto:ouarazdembel@yahoo.fr">ouarazdembel@yahoo.fr</a> Tél : 66 80 96 64, Rue : 367, porte : 96, Kalabancoura Commune V- Bamako.
145.	<b>NOVEC MALI - SA</b> Société Novec Mali-SA	239	<b>Modibo KEITA</b>	E-mail : <a href="mailto:novecmali@novecmli.net">novecmali@novecmli.net</a> Immeuble NOVEC MALI SA, Hamdallaye ACI 2000, rue : 374, porte : 401, BP : 3116, Tél : 20 29 04 24/66 73 56 03 Bamako.
146.	<b>SCESAR- SARL</b> Société de Conception, d'Etudes, de Suivis et de Recherche Appliquée	240	<b>Ibrahim MALLE</b>	E-mail : <a href="mailto:contact@scesar.fr">contact@scesar.fr</a> <a href="mailto:/scesar_ic@yahoo.fr">/scesar_ic@yahoo.fr</a> Tél. : 20 77 72 69 /76 04 24 13, Kalabancoro Sikoro Rue : 948, Porte : 270, BP E : 1959- Bamako.

147.	<b>CECOGEC - SARL</b> Consortium pour l'Etude et la Conception des Ouvrages de Génie Civil	241	<b>Oumar ONGOIBA</b>	E-mail : <a href="mailto:bcecogc@yahoo.com">bcecogc@yahoo.com</a> Tél : 65 84 69 76, Immeuble Badjènèba Kati Sananfara Extension.
148.	<b>CIA -SARL</b> Cabinet d'Ingénierie Appliquée	243	<b>Kassim COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:ckassim2006@yahoo.fr">ckassim2006@yahoo.fr</a> Tél : 75 01 69 24/6352 15 08, Faladiè , rue : 5665, Avenue de l'OUA , Porte : 434 - Bamako-Mali.
149.	<b>BETIC SARL</b> Bureau d'Etudes Techniques en Ingénierie Civile	244	<b>Idrissa COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:didocoul2000@yahoo.fr">didocoul2000@yahoo.fr</a> Rue : 648, porte : 341- Bacodjicoroni ACI, Tél : 66 68 00 51 – Bamako.
150.	<b>BEIRAF-SARL</b> Bureau d'Etude, d'Ingénierie, de Recherche, d'Assistance et de Formation	245	<b>Kalil Amadou Sidy HAÏDARA</b>	E-mail : <a href="mailto:kalil_haidara@yahoo.fr">kalil_haidara@yahoo.fr</a> Tél : 66 65 62 61/76 02 36 61 – Tombouctou.
151.	<b>ICRED-SARL</b> Ingénierie Conseil et de Recherche pour le Développement	247	<b>Niégué dit Drissa SOGOBA</b>	E-mail : <a href="mailto:icred.mali@gmail.com">icred.mali@gmail.com</a> <a href="mailto:nieguesogoba@yahoo.fr">nieguesogoba@yahoo.fr</a> Tél : 67 90 28 01/72 72 02 75- Hamdallaye ACI 2000 Rue : 309, Porte :154, 1 <sup>er</sup> Etage – Bamako-Mali.
152.	<b>SERI-SARL</b> Services Surveillances Etudes et Recherches d'Ingénieries et des Infrastructures	249	<b>Alhanafi M. TOURE</b>	E-mail : <a href="mailto:hanafyi@yahoo.fr">hanafyi@yahoo.fr</a> Tél : 77 67 77 84/66 41 97 49- Route de l'Aéroport, face Station SOMAPP, 03 BP : 83, Kalabancoura- Bamako.
153.	<b>BERICA-SARL</b> Bureau d'Etudes et de Recherche en Ingénierie Construction et Aménagement	250	<b>Gaoussou COULIBALY</b>	E-mail : <a href="mailto:berica.bureau@yahoo.fr">berica.bureau@yahoo.fr</a> <a href="mailto:gcoulibaly110@gmail.com">gcoulibaly110@gmail.com</a> Tel: (76 29 83 36/66 00 17 21/74 00 34 34, Immeuble BOUSSIRANTOU DICKO à Yirimadio face à Station orix Bamako.
154.	<b>ISSIAKA RUBIN KOURIBA</b> Ingénieur Conseil	251	<b>ISSIAKA Rubin KOURIBA</b>	E-mail : <a href="mailto:kouribal@yahoo.fr">kouribal@yahoo.fr</a> Tél: 66 93 11 14/76 24 43 54 Rue : 484, Porte : 228, Doumanzana –Bamako.
155.	<b>CITA-SARL</b> Conseil d'Ingénierie pour la Technologie Appliquée	253	<b>Cheickna DIAKITE</b>	E-mail : <a href="mailto:cita_sarl@yahoo.fr">cita_sarl@yahoo.fr</a> Tél: 76 13 22 59/69 82 71 52 Rue: 287, Porte : 108, Hippodrome-Bamako.
156.	<b>SDB CONSULTING-SARL</b> Ingénieur Conseil	254	<b>Sédou BERTHE</b>	E –mail <a href="mailto:sdb.consulting@yahoo.fr">sdb.consulting@yahoo.fr</a> Tél : 65 66 64 18 /69 45 23 63, N'tabakoro, rue : 07, logement : 1820- Cercle de Kati.

157.	<b>CICO-SARL</b> La Cellule des Ingénieurs Conseils	255	<b>Issa KONATE</b>	E –mail : <a href="mailto:cicomali@yahoo.com">cicomali@yahoo.com</a> Tél : 75 14 00 45/63 65 16 73 Kalabancoura Extension Sud, Rue : 330, porte : 268, Bamako.
158.	<b>SETI-SARL</b> La Société d'Etudes des Travaux d'Ingénierie	256	<b>Alphadi CISSE</b>	E –mail : Tél : 75 93 50 71/66 13 30 96, Bacodjicoroni, rue : 604 Porte : 406 –Bamako.
159.	<b>AGICO-MALI-SARL</b> Agence Géographique et d'Ingénierie Conseil- Mali	257	<b>Issa BAMBA</b>	E –mail: <a href="mailto:agicomali@gmail.com">agicomali@gmail.com</a> Tél : 65 92 63 90- Boukassoumbougou, Rue : 635, Porte : 1816- Bamako.
160.	<b>NEZZUS</b> Ingénieur Conseil	258	<b>Oumar MAIGA</b>	E –mail : <a href="mailto:courriers@nezzus.com">courriers@nezzus.com</a> Tél : 20 28 24 49 / 66 73 93 89, Rue : 424, Porte : 66, Sabalibougou -Commune V, BP E : 2486, -Bamako.
161.	<b>CETIDE –SARL</b> Cabinet d'Etudes Techniques des Infrastructures pour le Développement	259	<b>Modibo COULIBALY</b>	E –mail : <a href="mailto:modibo_coull@yahoo.fr">modibo_coull@yahoo.fr</a> Tél : 66.76.36.15/78.42.75.33 – Kalabancoro Nérékoro Rue : 318, porte : 55 –Bamako.
162.	<b>MIDEV –SARL</b> Maliennne de l'Ingénierie pour le Développement	260	<b>Amadou DIARRA</b>	E –mail : <a href="mailto:midevsarl@yahoo.fr">midevsarl@yahoo.fr</a> Tél : 75 01 58 80/66 83 62 29, Tabacoro logements sociaux, Rue : 140, porte :1099-Bamako
163.	<b>CADI –SARL</b> Conseil et Assistance pour le Développement par l'Ingénierie	261	<b>Amadou Sékou NIMAGA</b>	E –mail : <a href="mailto:nimagasanankoua@yahoo.fr">nimagasanankoua@yahoo.fr</a> Tél : 76 45 12 88/65 82 74 50 - Faladiè Rue 915, porte : 219- Bamako
164.	<b>MG-INGENIERIE-SARL</b> Ingénieur Conseil	262	<b>Garba KONARE</b>	E –mail: <a href="mailto:mgingenierie@outlook.com">mgingenierie@outlook.com</a> <a href="mailto:g.konare@mgingenierie.com">g.konare@mgingenierie.com</a> <a href="http://www.mgingenierie.com">www.mgingenierie.com</a> Tél : 66 94 84 46/66 81 87 00/ 44 24 17 85 Zone Industrielle, Sotuba, rue : pasteur, Immeuble Sylla, Appartement E 1A3, Bamako.
165.	<b>CRESI-ENGINEERING – SARL</b> Cabinet de Recherches et d'Etudes des Structures en Ingénierie	263	<b>Youssef FANE</b>	E-mail : <a href="mailto:faneyoussouf2000@yahoo.fr">faneyoussouf2000@yahoo.fr</a> Tél : 66 38 23 37/76 15 63 65, Rue : 730, Banankabougou 1er étage de l'Immeuble de la Station SONAYAF, près du lycée Ibrahima Ly –Bamako.
166.	<b>FLUVIAL CONSEIL MALI-SARL</b> Ingénieur Conseil	265	<b>Mamba KONATE</b>	E-mail : <a href="mailto:mambakonate@gmail.com/">mambakonate@gmail.com/</a> <a href="mailto:contact@fluvialconseil.com">contact@fluvialconseil.com</a> ; <a href="http://www.fluvialconseil.com">www.fluvialconseil.com</a> ; Tél : 78 81 44 62/66 78 79 59 /0033615 01 96 51 Sokorodji, Immeuble KONATE, route de la mosquée NIMAGA, Bamako.

167.	<b>SADRAH ENVIRONNEMENT</b> Bureau d'Etudes Techniques	267	<b>Salimata SPINATO DEMBELE</b>	E-mail: <a href="mailto:sspinato@hotmail.fr">sspinato@hotmail.fr</a> Tél : 60 67 45 52/78 63 54 35, Bacodjicoroni ACI, rue : 650, porte : 304 – Bamako.
168.	<b>GICAD-SARL</b> Groupement d'Ingénieurs Conseils Appliquée pour le Développement	268	<b>Abdoul Aziz MAIGA</b>	E-mail : <a href="mailto:gicadsarl@yahoo.fr">gicadsarl@yahoo.fr</a> Tél : 74 00 44 86 /99 98 48 02, siège Kolokani centre ; Antenne Faladjè Sema, rue : 844, porte : 593 – Bamako.
169.	<b>BIMODIC-SARL</b> Bureau d'Ingénieur Conseil Modibo coulibaly	269	<b>Modibo COULIBALY</b>	Email :: <a href="mailto:modiboigc@yahoo.fr">modiboigc@yahoo.fr</a> Tél : 65 31 83 86/73 07 39 48, Niamana près de l'ancien Poste- Bamako.
170.	<b>G-AFRIC SARL</b> « Groupe Africain d'Ingénieurs Conseils »	270	<b>Bakou DEMBELE</b>	E –mail : <a href="mailto:vieuxbakou@yahoo.fr">vieuxbakou@yahoo.fr</a> Tél. : +(223) 66 74 39 53 / 76 37 68 00 Immeuble ABK II, Bureau N°218 Av. Cheick Zayed, Hamdallaye ACI 2000 BP : 3234 - Bamako (Mali).
171.	<b>ICCCR- SARL</b> La Société « Ingénieurs Conseils en Constructions Civiles et Rurales »	271	<b>Sidiki MINTA</b>	E –mail : <a href="mailto:sidikiminta@yahoo.fr">sidikiminta@yahoo.fr</a> Tél : 63 7148 84 / 75 48 31 00 Banconi Plateau, près de la mosquée Dogon, Bamako.
172.	<b>KOUNE ENGINEERING-SARL</b>	273	<b>Daouda SANOGO</b>	E –mail : <a href="mailto:kouneengineering@yahoo.com">kouneengineering@yahoo.com</a> Tél : 75 15 70 17/97 93 78 78/21 73 93 07 - Bacodjicoroni Golf, rue : 1672, porte : 489- Bamako.
173.	<b>ICID-SARL</b> La Société « Ingénieurs Conseil en Infrastructures et Développement »	274	<b>Idrissa SADIDI</b>	E –mail : <a href="mailto:icidne@yahoo.fr">icidne@yahoo.fr</a> Tél : 73 47 85 49 Banankabougou, rue : 165, porte : 118 -Bamako.
174.	<b>I.C.I-SARL</b> La Société Ing-Construct Ingénierie	275	<b>Jean Pierre NSENGIYUMVA</b>	E –mail : <a href="mailto:jnsengiyumva64@gmail.com">jnsengiyumva64@gmail.com</a> Tél : 21 26 23 59/76 02 64 11 Rue Jamberébougou, BP : 19, Koulikoro Ba – Koulikoro.
175.	<b>SERI-CONSEILS-SARL</b> Société d'Etudes et de Recherches à l'Ingénierie- Conseils	276	<b>Djibril KEITA</b>	E –mail : <a href="mailto:sericonseils@gmail.com">sericonseils@gmail.com</a> Tél : 76 33 26 05/65 73 88 74/62 16 49 99 Boulkassoumbougou, rue : 518, porte : 43– Bamako.
176.	<b>SETIA-SARL</b> Société d'Etudes Techniques en Ingénierie Appliquée	277	<b>Ibrahim Cheick DOUCOURE</b>	E –mail : <a href="mailto:doucon2@outlook.fr">doucon2@outlook.fr</a> Tél : 65 35 75 65/Kalabancoro- Plateau Rue : 230, Porte : 222 – Bamako.

177.	<b>CIATECH-SARL</b> Conseil Ingénierie et Assistance Technique	278	<b>Seybou TRAORE</b>	E –mail : <a href="mailto:ciatech@ciatech-mali.com">ciatech@ciatech-mali.com</a> Tél : 66 74 16 18 Djélibougou, rue : 332, porte :195 – Bamako.
178.	<b>CFA-E –SARL</b> Conseil et Formation Appliquée en Engineering	279	<b>Ibrahim COULIBALY</b>	E –mail : <a href="mailto:cfaesarl@gmail.com">cfaesarl@gmail.com</a> Tél : 66 71 08 87, Banankabougou, près de la nouvelle Cour Suprême, Bamako.
179.	<b>SIDev - SARL</b> Société d'Ingénierie pour le Développement Durable Mali	280	<b>Aboubacar DOUMBIA</b>	E –mail : <a href="mailto:sidev0706@gmail.com">sidev0706@gmail.com</a> Tél : 66 89 9296/72 02 72 79 BP : 5504 - Torokorobougou, rue : 408, porte : 565 Bamako.
180.	<b>BIC-MANDE-SARL</b> Bureau d'Ingénierie Conseil Mandé	281	<b>Daouda OUATTARA</b>	E –mail : <a href="mailto:ouatta2000@gmail.com">ouatta2000@gmail.com</a> Tél : 66 94 41 68 -Lafiabougou extension Sikasso.
181.	<b>SIDDUR-SARL</b> Société d'Ingénierie pour le Développement Durable	282	<b>Samba Ibrahim SACKO</b>	E –mail : <a href="mailto:admin@sidedur.com/sidedur@gmail.com">admin@sidedur.com/sidedur@gmail.com</a> Tél : 76 30 63 75/66 82 84 03/72 82 45 45/66 82 45 45 Hamdallaye ACI 2000, Immeuble G KOUMA, rue : 331, Porte : 743, BPE : 22 –Bamako.
182.	<b>2-SPC-SARL</b> La Société Source de Solutions des Problème de Construction	283	<b>Boubacar SOGORE</b>	E –mail: <a href="mailto:2spcsarl@gmail.com">2spcsarl@gmail.com</a> Tél: 76 04 35 60/66 04 35 60 Magnanbougou Fassou Kanou près de l'IGM; Immeuble face à la Station SMC Bamako
183.	<b>TRI-CONSULT –SARL</b> Ingénieur Conseil	284	<b>Baba DIARRA</b>	E –mail: <a href="mailto:baba_diarra@yahoo.fr">baba_diarra@yahoo.fr</a> Tél: 66 71 71 57, Bacodjicoroni ACI, Rue 41; Porte :736 Bamako
184.	<b>ICETA-SARL</b> Ingénieur Conseil, Etudes, Expertise et Technique Appliquées	285	<b>Kasemir KONE</b>	E –mail: <a href="mailto:iceta.sarl@gmail.com">iceta.sarl@gmail.com</a> Tél: 66 73 84 24/76 31 39 80 Hamdallaye ACI, Immeuble Espoir Bureau n° 2 Bamako
185.	<b>2 A.M.O-SARL</b> La Société d'Agence l'Appui à la Maitrise d'Ouvrage	286	<b>Kassoum DIALLO</b>	E –mail: <a href="mailto:diallo_kass@yahoo.fr">diallo_kass@yahoo.fr</a> Tél: 66 75 32 15 Torokorobougou Rue 396; Porte 139 Bamako
186.	<b>EIC-SARL</b> Etudes Ingénieurs Conseils	287	<b>Souleymane SANGARE</b>	E-mail : <a href="mailto:eicsarl@gmail.com/soulesang@yahoo.fr">eicsarl@gmail.com/soulesang@yahoo.fr</a> Tél : 66 94 01 98/79 23 02 86, Kalabancoura Extension Sud – Rue : 357, porte : 474, Bamako.

**ARTICLE 20 DU REGLEMENT INTERIEUR :**

Nul ne peut exercer la profession d'Ingénieur-Conseil agréé, s'il n'est inscrit

Au Tableau de l'Ordre et ne remplit les autres conditions prescrites par les

Articles 6 et 7 de la loi N°97-028/AN-RM du 20 mai 1997.

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL DE L'ORDRE**

**Mme DIALLO Marie TRAORE**  
Ingénieur Génie Civil

BILAN

DEC 2800

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : Bank Of Africa Mali

/C/ /2/0/1/7/1/2/3 /1/ /D/0/0/4/5/ /E/ /A/C/0/ /0/1/ /1/

C Date d'arrêt CIB LC D F M

POSTE	ACTIF	MONTANT NET	
		31/12/2016	31/12/2018
<b>A10</b>	<b>CAISSE</b>	<b>8 854 682 614</b>	<b>7 073 762 613</b>
<b>A02</b>	<b>CREANCES INTERBANCAIRES</b>	<b>44 449 030 629</b>	<b>24 361 276 988</b>
<b>A03</b>	<b>- A vue</b>	36 259 329 392	14 178 844 219
A04	Banques Centrales	22 536 985 094	8 715 029 444
A05	Trésor Public, CCP	-	-
A07	Autres établissements de Crédit	13 722 344 298	5 463 814 775
<b>A08</b>	<b>- A terme</b>	8 189 701 237	10 182 432 769
<b>B02</b>	<b>CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>257 690 645 439</b>	<b>245 101 637 656</b>
<b>B10</b>	<b>- Portefeuille d'effets commerciaux</b>	16 335 556 002	14 135 001 398
B11	Crédits de campagne	-	-
B12	Crédits ordinaires	16 335 556 002	14 135 001 398
<b>B2A</b>	<b>- Autres concours à la clientèle</b>	194 788 538 194	182 110 989 258
B2C	Crédits de campagne	7 507 352 562	2 249 351 416
B2G	Crédits ordinaires	187 281 185 632	179 861 637 842
<b>B2N</b>	<b>- Comptes ordinaires débiteurs</b>	46 566 551 243	48 815 414 660
<b>B50</b>	<b>- Affacturage</b>		40 232 340
<b>C10</b>	<b>TITRES DE PLACEMENT</b>	<b>153 864 933 249</b>	<b>126 610 193 691</b>
<b>D1A</b>	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>1 274 583 303</b>	<b>1 274 583 303</b>
<b>D50</b>	<b>CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>	<b>1 884 318 979</b>	<b>2 451 838 802</b>
<b>D20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>236 001 301</b>	<b>583 193 081</b>
<b>D22</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>18 793 680 510</b>	<b>25 593 684 090</b>
<b>E01</b>	<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>		
<b>C20</b>	<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>21 616 026 663</b>	<b>21 990 985 945</b>
<b>C6A</b>	<b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>	<b>5 336 382 982</b>	<b>2 354 879 513</b>
<b>E90</b>	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>514 000 285 669</b>	<b>457 396 035 682</b>

## BILAN

DEC 2800

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : Bank Of Africa Mali

/C/ /2/0/1/7/1/2/3 /1/ /D/0/0/4/5/ /E/ /A/C/0/ /0/1/ /1/

C Date d'arrêté CIB LC D F M

CODES	PASSIF	MONTANT NET	
		31/12/2016	31/12/2017
<b>F02</b>	<b>DETTES INTERBANCAIRES</b>	<b>139 173 908 826</b>	<b>75 212 698 226</b>
F03	- A vue	2 440 573 839	2 620 363 239
F05	Trésor Public, CCP		
F07	Autres établissements de crédit	2 440 573 839	2 620 363 239
F08	- A terme	136 733 334 987	72 592 334 987
<b>G02</b>	<b>DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE</b>	<b>313 938 664 456</b>	<b>327 454 592 271</b>
G03	- Comptes d'épargne à vue	85 973 508 159	92 548 698 552
G04	- Comptes d'épargne à terme	67 119 068	69 314 304
G05	- Bons de caisse		
G06	- Autres dettes à vue	163 256 657 999	183 576 064 651
G07	- Autres dettes à terme	64 641 379 230	51 260 514 764
<b>H30</b>	<b>DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE</b>		
<b>H35</b>	<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>8 853 990 382</b>	<b>6 960 600 965</b>
<b>H6A</b>	<b>COMPTES D'ORDRE DIVERS</b>	<b>7 042 752 233</b>	<b>4 324 117 718</b>
<b>L30</b>	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>3 723 392 608</b>	<b>4 213 864 961</b>
<b>L35</b>	<b>PROVISIONS REGLEMENTÉES</b>		
<b>L10</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>L45</b>	<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX</b>	<b>2 913 508 227</b>	<b>-</b>
<b>L60</b>	<b>CAPITAL</b>	<b>10 300 000 000</b>	<b>15 450 000 000</b>
<b>L50</b>	<b>PRIMES LIÉES AU CAPITAL</b>	<b>10 640 025 820</b>	<b>5 490 025 820</b>
<b>L55</b>	<b>RESERVES</b>	<b>5 260 662 592</b>	<b>6 671 131 421</b>
<b>L59</b>	<b>ECARTS DE REEVALUATION</b>		
<b>L70</b>	<b>REPORT A NOUVEAU (+ / -)</b>	<b>2 750 255 002</b>	<b>4 092 755 421</b>
<b>L80</b>	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (+ / -)</b>	<b>9 403 125 523</b>	<b>7 526 248 879</b>
<b>L90</b>	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>514 000 285 669</b>	<b>457 396 035 682</b>

## BILAN

DEC 2800

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : Bank Of Africa Mali

/C/ /2/0/1/7/1/2/3 /1/ /D/0/0/4/5/ /E/ /A/C/0/ /0/1/ /1/

C Date d'arrêté CIB LC D F M

POSTE	HORS BILAN	MONTANT NET	
		31/12/2016	31/12/2017
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>183 840 326 859</b>	<b>179 291 989 707</b>
	<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>	<b>2 954 394 867</b>	<b>977 774 736</b>
N1A	En faveur d'établissements de crédit		
N1J	En faveur de la clientèle	2 954 394 867	977 774 736
	<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>	<b>180 885 931 992</b>	<b>178 314 214 971</b>
N2A	D'ordre d'établissement de crédit	1 840 386 421	2 230 034 060
N2J	D'ordre de la clientèle	179 045 545 571	176 084 180 911
<b>N3A</b>	<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>		
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>234 663 337 152</b>	<b>334 991 029 457</b>
	<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>		
N1H	Reçus d'établissements de crédit	-	-
	<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>	<b>234 663 337 152</b>	<b>334 991 029 457</b>
N2H	Reçus d'établissements de crédit	121 829 363 977	115 292 181 702
N2M	Reçus de la clientèle	112 833 973 175	219 698 847 755
<b>N3E</b>	<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>		



## COMPTE DE RESULTAT

DEC 2880

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : Bank Of Africa Mali

/C/ /2/0/1/7/1/2/3 /1/ /D/0/0/4/5/ /E/ /R/E/0/ /0/1/ /1/

C Date d'arrêté CIB LC D F M

(en millions de F CFA)

POSTE	CHARGES	MONTANT NET	
		31/12/2016	31/12/2017
<b>R01</b>	<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES</b>	<b>11 712 781 375</b>	<b>11 482 778 866</b>
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	4 454 762 775	4 215 646 016
R04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	7 247 847 579	7 267 132 850
R4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	-	-
R05	- Autres intérêts et charges assimilées	10 171 021	
<b>R5E</b>	<b>CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>	<b>780 212 179</b>	<b>743 507 683</b>
<b>R06</b>	<b>COMMISSIONS</b>	<b>658 928 328</b>	<b>333 107 991</b>
<b>R4A</b>	<b>CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>792 149 764</b>	<b>159 150 964</b>
R4C	- Charges sur titres de placement		
R6A	- Charges sur opérations de change	786 279 224	159 449 078
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan	5 870 540	2 701 886
<b>R6U</b>	<b>CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION</b>	<b>444 381 828</b>	<b>380 646 027</b>
<b>R8G</b>	<b>ACHATS DE MARCHANDISES</b>	-	-
<b>R8J</b>	<b>STOCKS VENDUS</b>	-	-
<b>R8L</b>	<b>VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES</b>	-	-
<b>S01</b>	<b>FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>	<b>15 254 240 267</b>	<b>16 144 703 808</b>
S02	- Frais de personnel	7 746 448 450	8 147 786 869
S05	- Autres frais généraux	7 507 791 817	7 996 916 939
<b>T51</b>	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>	<b>2 732 087 730</b>	<b>2 345 919 803</b>
<b>T6A</b>	<b>SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CREANCES ET DU HORS BILAN</b>	<b>1 190 176 819</b>	<b>6 833 506 220</b>
<b>T01</b>	<b>EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b>	<b>472 502 148</b>	
<b>T80</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>44 473 040</b>	<b>66 505 298</b>
<b>T81</b>	<b>PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>1 113 908 137</b>	<b>507 529 261</b>
<b>T82</b>	<b>IMPOT SUR LE BENEFICE</b>	<b>770 585 735</b>	<b>395 185 343</b>
<b>T83</b>	<b>BENEFICE</b>	<b>9 403 125 523</b>	<b>7 526 248 879</b>
<b>T85</b>	<b>TOTAL</b>	<b>45 369 552 873</b>	<b>46 918 790 143</b>

## COMPTE DE RESULTAT

DEC 2880

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : Bank Of Africa-Mali

/C/ /2/0/1/7/1/2/3/1/ /4/5/0/0/D/ /E/ /R/E/0/ /0/1/ /1/  
 C Date d'arrêté CIB LC D F M

POSTE	PRODUITS	MONTANT NET	
		31/12/2016	31/12/2017
<b>V01</b>	<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>	<b>22 608 755 971</b>	<b>24 029 891 144</b>
V03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	732 620 802	859 887 842
V04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	20 423 975 900	21 594 472 227
V5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement		
V05	- Autres intérêts et produits assimilés	1 452 159 269	1 575 531 075
<b>V5G</b>	<b>PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>	<b>941 266 501</b>	<b>886 068 858</b>
<b>V06</b>	<b>COMMISSIONS</b>	<b>4 229 250 290</b>	<b>3 334 086 964</b>
<b>V4A</b>	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>14 716 473 296</b>	<b>12 538 197 939</b>
V4C	- Produits sur titres de placement	9 521 675 357	8 323 649 036
V4Z	- Dividendes et produits assimilés	499 686 468	510 709 566
V6A	- Produits sur opérations de change	2 364 910 050	1 700 725 957
V6F	- Produits sur opérations de hors bilan	2 330 201 421	2 003 113 380
<b>V6T</b>	<b>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>580 502 640</b>	<b>844 834 108</b>
V8B	MARGE COMMERCIALE		
V8C	VENTES DE MARCHANDISES		
V8D	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
<b>W4R</b>	<b>PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>	<b>1 059 565 733</b>	<b>1 251 497 099</b>
<b>X51</b>	<b>REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>		<b>5 254 850</b>
<b>X6A</b>	<b>SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN</b>		-
<b>X01</b>	<b>EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b>		<b>2 805 950 584</b>
<b>X80</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>167 571 029</b>	<b>17 705 535</b>
<b>X81</b>	<b>PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>1 066 167 413</b>	<b>1 205 303 062</b>
<b>X83</b>	<b>PERTE</b>		
<b>X84</b>	<b>TOTAL</b>	<b>45 369 552 873</b>	<b>46 918 790 143</b>

## BILAN

DEC. 2800

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : B.I.M. SA

C 2017/ 12/ 31 D0041 Y A/C/0 /01/ /1/  
/c/ date d'arrêté CIB LC D F M

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		exercice N-1	exercice N
<b>A10</b>	<b>CAISSE</b>	15.531	13.520
<b>A02</b>	<b>CREANCES INTERBANCAIRES</b>	26.539	16.643
<b>A03</b>	<b>- A vue</b>	26.539	16.643
A04	. Banques Centrales	21.145	11.786
A05	. Trésor Public, CCP	0	0
A07	. Autres Etablissements de Crédit	5.394	4.857
<b>A08</b>	<b>- A terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>B02</b>	<b>CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>214.248</b>	<b>224.337</b>
<b>B10</b>	<b>- Portefeuille d'effets commerciaux</b>	<b>5.689</b>	<b>1.800</b>
B11	. Crédits de campagne	0	0
B12	. Crédits ordinaires	5.689	1.800
<b>B2A</b>	<b>- Autres concours à la clientèle</b>	<b>170.948</b>	<b>204.952</b>
B2C	. Crédits de campagne	0	1
B2G	. Crédits ordinaires	170.948	204.951
<b>B2N</b>	<b>- Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>37.611</b>	<b>17.959</b>
<b>B50</b>	<b>- Affacturage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>C10</b>	<b>TITRES DE PLACEMENT</b>	<b>108.956</b>	<b>93.387</b>
<b>D1A</b>	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>996</b>	<b>767</b>
<b>D50</b>	<b>CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>D20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>531</b>	<b>489</b>
<b>D22</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>26.102</b>	<b>25.855</b>
<b>E01</b>	<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>C20</b>	<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>7.509</b>	<b>7.666</b>
<b>C6A</b>	<b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>	<b>7.594</b>	<b>7.291</b>
<b>E90</b>	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>408.006</b>	<b>389.955</b>

## BILAN

DEC. 2800

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : B.I.M. SA

C 2017/ 12/ 31 D0041 Y A/C/0 /01/ /1/  
 /C/ date d'arrêté CIB LC D F M

(en millions de F CFA)

CODES POSTE	PASSIF	MONTANTS	
		Exercice N-1	Exercice N
<b>F02</b>	<b>DETTES INTERBANCAIRES</b>	<b>72.504</b>	<b>59.406</b>
<b>F03</b>	<b>- A vue</b>	<b>2.904</b>	<b>2.371</b>
F05	. Trésor Public, CCP	2.558	190
F07	. Autres établissements de crédit	346	2.181
<b>F08</b>	<b>- A terme</b>	<b>69.600</b>	<b>57.035</b>
<b>G02</b>	<b>DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE</b>	<b>288.810</b>	<b>285.973</b>
G03	- Comptes d'épargne à vue	104.094	109.842
G04	- Comptes d'épargne à terme	32	43
G05	- Bons de caisse	0	0
G06	- Autres dettes à vue	148.332	140.443
G07	- Autres dettes à terme	36.352	32.509
<b>H30</b>	<b>DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE</b>	<b>9.000</b>	<b>9.000</b>
<b>H35</b>	<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>5.247</b>	<b>3.263</b>
<b>H6A</b>	<b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>	<b>8.758</b>	<b>7.769</b>
<b>L30</b>	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>1.586</b>	<b>2.371</b>
<b>L35</b>	<b>PROVISIONS REGLEMENTÉES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>L41</b>	<b>EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNÉS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>L10</b>	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>L20</b>	<b>FONDS AFFECTÉS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>L45</b>	<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>L66</b>	<b>CAPITAL OU DOTATIONS</b>	<b>10.006</b>	<b>10.006</b>
<b>L50</b>	<b>PRIMES LIÉES AU CAPITAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>L55</b>	<b>RESERVES</b>	<b>4.269</b>	<b>4.285</b>
<b>L59</b>	<b>ECARTS DE REEVALUATION</b>	<b>4.690</b>	<b>4.690</b>
<b>L70</b>	<b>REPORT A NOUVEAU ()</b>	<b>3.027</b>	<b>3.120</b>
<b>L80</b>	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE ()</b>	<b>109</b>	<b>72</b>
<b>L90</b>	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>408.006</b>	<b>389.955</b>

**BILAN****DEC. 2800**

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : B.I.M. SA

C            2017/ 12/ 31        D0041            Y        A/C/0        /01/        /1/  
 /C/        date d'arrêté        CIB            LC        D            F        M

(en millions de F CFA)

CODES POSTE	HORS BILAN	MONTANTS	
		exercice N-1	exercice N
	ENGAGEMENTS DONNES		
	<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>		
N1A	En faveur d'établissements de crédit	0	0
N1J	En faveur de la clientèle	47.656	7.834
	<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>		
N2A	D'ordre d'établissements de crédit	0	0
N2J	D'ordre de la clientèle	41.636	68.046
N3A	<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>	0	0
<b>POSTES</b>	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
	<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>		
N1H	Reçus d'établissements de crédit	0	0
	<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>		
N2H	Reçus d'établissements de crédits	18.595	59.762
N2M	Reçus de la clientèle	35.504	29.683
N3E	<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>		0

## COMPTES DE RESULTAT DEC. 2880

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : B.I.M. SA

/C/ 2017/12/ 31 D0041 Y RE0 /01/ /1/  
 c date d'arrêté CIB LC D F M

(en millions de F CFA)

POSTE	CHARGES	MONTANTS	
		N-1	N
<b>R01</b>	<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES</b>	<b>6.730</b>	<b>7.236</b>
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	1.517	2.125
R04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	4.717	4.615
R4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	496	496
R5Y	- charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis	0	0
R05	- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
<b>R5E</b>	<b>CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>R06</b>	<b>COMMISSIONS</b>	<b>507</b>	<b>235</b>
<b>R4A</b>	<b>CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>156</b>	<b>388</b>
R4C	- Charges sur titres de placement	0	0
-R6A	- Charges sur opérations de change	14	257
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan	142	131
<b>R6U</b>	<b>CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>208</b>	<b>165</b>
<b>R8G</b>	<b>ACHATS DE MARCHANDISES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>R8J</b>	<b>STOCKS VENDUS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>R8L</b>	<b>VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>S01</b>	<b>FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>	<b>12.567</b>	<b>13.469</b>
S02	- Frais de personnel	6.574	6.677
S05	- Autres frais généraux	5.993	6.792
<b>T51</b>	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>	<b>1.272</b>	<b>1.371</b>
<b>T6A</b>	<b>SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN</b>	<b>1.997</b>	<b>7.558</b>
<b>T01</b>	<b>EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>T80</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>301</b>	<b>5</b>
<b>T81</b>	<b>PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>2.053</b>	<b>188</b>
<b>T82</b>	<b>IMPOT SUR LE BENEFICE</b>	<b>724</b>	<b>301</b>
<b>T83</b>	<b>BENEFICE</b>	<b>109</b>	<b>72</b>
<b>T84</b>	<b>TOTAL</b>	<b>26.624</b>	<b>30.987</b>

**COMPTE DE RESULTAT DEC. 2880**

ETAT : MALI ETABLISSEMENT : B.I.M. SA

/C/ 2017 12/ 31 D0041 Y RE0 /01/ /1/  
 C date d'arrêté CIB LC D F M

(en millions de F CFA)

POSTE	PRODUITS	MONTANTS	
		N - 1	N
<b>V01</b>	<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>	<b>13.334</b>	<b>17.617</b>
V03	- Intérêts et produits sur créances interbancaires	44	71
V04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	13.290	17.546
V51	- Produits et profits sur prêts et titres subordonnés	0	0
V5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
V05	- Autres intérêts et produits assimilés	0	0
<b>V5G</b>	<b>PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>V06</b>	<b>COMMISSIONS</b>	<b>5.163</b>	<b>4.498</b>
<b>V4A</b>	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>7.470</b>	<b>7.506</b>
V4C	- Produits sur titres de placement	5.679	5.318
V4Z	- Dividendes et produits assimilés	3	10
V6A	- Produits sur opérations de change	936	1.203
V6F	- Produits sur opérations de hors bilan	852	975
<b>V6T</b>	<b>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>347</b>	<b>444</b>
<b>V8B</b>	<b>MARGES COMMERCIALES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>V8C</b>	<b>VENTES DE MARCHANDISES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>V8D</b>	<b>VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>W4R</b>	<b>PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>	<b>13</b>	<b>12</b>
<b>X51</b>	<b>REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>X6A</b>	<b>SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>X01</b>	<b>EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>X80</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>33</b>	<b>15</b>
<b>X81</b>	<b>PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>264</b>	<b>895</b>
<b>X83</b>	<b>PERTE</b>		
<b>X84</b>	<b>TOTAL</b>	<b>26.624</b>	<b>30.987</b>

**Suivant récépissé n°0457/G-DB** en date du 04 juin 2018, il a été créé une association dénommée : «Association des Femmes de Taliko II pour le Développement», en abrégé (A.F.T.D).

**But** : Contribuer à l'amélioration des conditions de toutes les femmes du quartier et de la commune, etc.

**Siège Social** : Taliko II, Rue 155, Porte 147.

#### LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

**Présidente** : Mme Assa DIAWARA

**Secrétaire administrative** : Mme Aminata SANOGO

**Trésorière générale** : Mme Apoline COULIBALY

**Commissaire aux comptes** : Mme Mamou DIALLO

**Secrétaire à l'organisation** : Mme Aminata KANTE

**Secrétaire à l'information** : Mme Sadio DEMBELE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Mme Malado KIDA

-----

**Suivant récépissé n°0271/G-DB** en date du 10 avril 2018, il a été créé une association dénommée : «Association des Ressortissants de la Commune rurale de Tiongui», (Cercle de Kolondiéba, Région de Sikasso), en abrégé (A.R.C.R.T-FASO KANU).

**But** : Faciliter et renforcer l'intégration entre les ressortissants de la commune, créer un cadre d'échange de partage et d'appui au développement communal, etc.

**Siège Social** : Yirimadio, près de l'école publique à côté de la Mairie.

#### LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

**Président** : Alou SANGARE

**Vice-président** : Souleymane TRAORE

**Secrétaire administratif** : Yacouba TRAORE

**Secrétaire administratif adjoint** : Karim TRAORE

**Secrétaire au Développement du terroir et à la Décentralisation** : Diakaridia KONE

**Secrétaire au Développement du terroir et à la Décentralisation adjoint** : Arouna SANOGO

**Secrétaire à l'organisation** : Dramane KONE

**Secrétaire à l'organisation adjoint** : Sidiki KONE

**Secrétaire aux finances** : Kassim DIARRASSOUBA

**Secrétaire adjoint aux finances** : Sériba KONE

**Secrétaire aux affaires sociales et aux conflits** : Mamadou TRAORE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Oumar TRAORE

**Secrétaire adjoint aux relations extérieures** : Karim KONE

**Secrétaire à la communication aux NTC** : Moumouni TRAORE

**Secrétaire adjoint à la communication aux NTC** : Abdoulaye TRAORE

**Secrétaire à l'éducation et à la santé** : Mahamadou TOGOLA

**Secrétaire adjoint à l'éducation et à la santé** : Biba TRAORE

**Secrétaire Chargé à la Promotion et à la Protection de la Femme et de l'Enfant** : Siaka SANGARE

**Secrétaire chargé à la Jeunesse** : Youssouf KONATE

**Secrétaire aux comptes** : Oumar SANOGO

-----

**Suivant récépissé n°0009/MATD-DGAT** en date du 05 avril 2018, il a été créé une association dénommée : Centre Evangélique et Caritatif ESTHER – Centre de Ministère pour Christ, en abrégé ESTHER-CMC.

**But** : Propager la Parole de Dieu selon la Sainte Bible, à travers la promotion de l'Evangile du Seigneur Jésus Christ, Implanter d'autres Centres, etc.

**Siège Social** : Bamako, Boukassoumbougou, Commune I, Rue 642, Porte 1067.

#### LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

**Présidente Fondatrice** : Mme Eva Grace MAÏGA

**Administration /Trésor** : Mady KEÏTA

**Organisation/Logistique** : Falaye SISSOKO